



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 23/10/12

Reçu en Préfecture le : 31/10/12
CERTIFIÉ EXACT,

Séance du lundi 22 octobre 2012
D - 2012/557

Aujourd'hui 22 octobre 2012, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Didier CAZABONNE, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Dominique DUCASSOU, Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Véronique FAYET, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Muriel PARCELIER, Monsieur Alain MOGA, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Fabien ROBERT, Madame Anne WALRYCK, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Charles BRON, Monsieur Jean-Charles PALAU, Monsieur Jean-Marc GAUZERE, Monsieur Charles CAZENAVE, Madame Chantal BOURRAGUE, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Madame Ana marie TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Madame Mariette LABORDE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Jean-François BERTHOU, Madame Sylvie CAZES, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Maxime SIBE, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Madame Emmanuelle CUNY, Madame Chafika SAIOD, Monsieur Ludovic BOUSQUET, Monsieur Yohan DAVID, Madame Sarah BROMBERG, Madame Wanda LAURENT, Madame Paola PLANTIER, Mme Laetitia JARTY ROY, Monsieur Jacques RESPAUD, Monsieur Jean-Michel PEREZ, Madame Martine DIEZ, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Pierre HURMIC, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Patrick PAPADATO, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Natalie VICTOR-RETALI,

Excusés :

Monsieur Hugues MARTIN, Mme Anne-Marie CAZALET, Madame Alexandra SIARRI, Madame Nicole SAINT ORICE, Madame Béatrice DESAIGUES

SAEML RÉGAZ-BORDEAUX. Rapport annuel d'activité et financier de l'exercice clos le 30/09/2011. Information du Conseil Municipal

Monsieur Jean-Charles PALAU, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'exercice 2010-2011 est le quatrième exercice depuis la création du Groupe Gaz de Bordeaux, issu de la restructuration juridique qui a consisté à séparer les activités de réseau et distribution (« Régaz ») de celles de fourniture d'énergie et commercialisation (« Gaz de Bordeaux »).

Le Groupe Gaz de Bordeaux est ainsi constitué des sociétés suivantes :

- la SAEML Régaz, société mère du Groupe, dans laquelle la Ville de Bordeaux est actionnaire à hauteur de 51,22% du capital,
- la SAS Gaz de Bordeaux (détenue à 66% par la SAEML Régaz),
- la société GNV de Bordeaux (détenue à 51% par la SAS Gaz de Bordeaux), et
- la société Mixener (détenue à 100% par la SAEML Régaz).

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice 2010-2011, bien que satisfaisant (résultat net de 7,2 millions d'euros pour la SAEML Régaz), confirme les contraintes auxquelles devra faire face ces prochaines années la société, à savoir :

- une baisse constante du nombre de Points de Comptage-Estimation (PCE) actifs au profit d'une autre énergie,
- des économies d'énergie de l'ordre de 0,6% par an sur l'ensemble des volumes transités,
- une baisse du tarif d'ATRD (Accès des Tiers au Réseau de Distribution) a minima de 0,7% par an,
- et une réduction de l'écart de prix (+ 15% actuellement) avec GRDF pour maintenir une certaine attractivité.

Autres événements :

- L'exercice 2010/2011 a connu une climatologie défavorable avec 1.508 degrés jours enregistrés, soit une baisse de 8,4% par rapport à 2009/2010 (1.647 degrés jours) ;
- La baisse du tarif d'ATRD de 0,64% sur l'exercice 2010/2011 a eu un impact estimé à 383 milliers d'euros ;
- L'exercice 2010/2011 a été marqué par une baisse d'activité sur le développement commercial du marché professionnel, atténuée par les résultats satisfaisants constatés sur le marché de l'habitat ;
- La production stockée et immobilisée a représenté 12,6 millions d'euros sur l'exercice, contre 11,7 millions d'euros en 2009/2010.

L'ENERGIE TRANSITEE

L'exercice 2010-2011 a connu une climatologie douce par rapport à l'exercice précédent, entraînant une baisse de 4,3% de la quantité d'énergie acheminée et une baisse de 6,5% des recettes directes issues de l'acheminement :

Clients tous tarifs	2010-2011	2009-2010
Nombre de points de livraison (PCE actifs)	208.141	209.026
Quantité d'énergie acheminée (en GWh)	4.595	4.802
Recettes directes issues de l'acheminement (en milliers d'euros)	59.655	63.989

LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Outre l'effet « climatologie », la quantité d'énergie acheminée dépend aussi du développement commercial. Sur l'exercice 2010/2011, les nouveaux raccordements au réseau gaz naturel permettent d'enregistrer 30,99 GWh de consommation contre 33,70 GWh sur 2009/2010, soit une baisse de 8%.

Les 30,99 GWh de consommation se répartissent de la manière suivante :

- 21,06 GWh pour le marché de l'habitat (contre 18,85 GWh sur 2009/2010) ;
- 9,93 GWh pour le marché professionnel (contre 14,85 GWh sur 2009/2010).

Par rapport à 2009/2010, les placements sur le marché de l'habitat augmentent de 73% en nombre de logements avec 3.766 logements et 21 GWh de consommation, soit 117% de l'objectif. Le résultat satisfaisant sur le marché de l'habitat est lié aux nouvelles réglementations thermiques et au contexte énergétique global. Le gaz apporte en effet une solution technique :

- aux contraintes réglementaires sur le neuf, en se positionnant comme le complément idéal des énergies renouvelables et l'énergie du BBC (Bâtiment Basse Consommation). Globalement, les logements neufs labellisés représentent 76% des placements en 2010/2011 et le regain d'intérêt pour le gaz naturel, à la fois des constructeurs de maisons individuelles et des particuliers accédant à la propriété, a permis d'augmenter les placements de 33% par rapport à l'exercice précédent ;
- aux obligations de diminution des consommations d'énergie primaire dans l'ancien, segment de marché non encore réglementé. La rénovation du parc de l'habitat existant a été initiée par les organismes HLM et a permis à Régaz de concrétiser 2 projets significatifs de conversion électricité / gaz naturel sur l'exercice (267 logements). Ce marché devrait être l'un des plus porteurs pour les années à venir, dans le cadre de l'amélioration thermique des bâtiments imposée par le Grenelle Environnement.

Le marché professionnel réalise, quant à lui, 52% de son objectif de placement 2010/2011, avec 9,93 GWh de consommation :

- la première raison est économique avec une baisse significative de l'assiette des projets qui ne permet pas d'atteindre les placements commerciaux espérés ;
- la deuxième raison est d'ordre technique. Dans un contexte environnemental difficile, il n'existe pas encore de solutions gaz éprouvées et adaptées permettant de répondre à des besoins de chaud et de froid dans des conditions économiques acceptables.

A titre d'illustration, le projet First Solar est conservé en portefeuille pour 2,3 GWh, mais l'arrêt du projet a pénalisé les prévisions de placements commerciaux de Régaz.

LES INVESTISSEMENTS

Sur l'exercice 2010/2011, la production stockée et immobilisée se chiffre à 12,6 millions d'euros et porte principalement sur :

- les extensions commerciales de canalisations et la densification (1,4 millions d'euros) ;
- l'élimination des réseaux de fontes (6,3 millions d'euros) ;
- les déplacements de réseaux liés au projet Tramway phase 3 (1,1 millions d'euros) ;
- la numérisation des plans du réseau gaz (0,8 million d'euros) ;
- les changements de compteurs / détendeurs (0,7 million d'euros) ;
- le renouvellement sur programme de tiers (0,3 million d'euros) ;
- la sécurisation des immeubles collectifs anciens sur Bordeaux, avec suppression des ouvrages en plomb (0,2 million d'euros).

EVOLUTION DU RESULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice 2010/2011 de la SAEML Régaz s'établit à 7,2 millions d'euros (10,5% du chiffre d'affaires), contre 11,8 millions d'euros sur l'exercice précédent (16,3% du chiffre d'affaires).

Au titre de l'exercice 2010/2011, un dividende de 3.866.500 euros a été versé aux actionnaires, dont 1.980.279 euros à la Ville de Bordeaux.

Pour votre complète information, vous trouverez ci-après :

- les soldes intermédiaires de gestion de la SAEML Régaz,
- les comptes sociaux de la SAEML Régaz, et
- les comptes consolidés du Groupe Gaz de Bordeaux.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION – SAEML REGAZ

Compte de résultat REGAZ (en K€)	2009/2010	2010/2011
Chiffre d'affaires	72 119	68 353
<i>% variation</i>	-	-5,2%
+/- production stockée et immobilisée	11 679	12 577
- achats consommés	-3 091	-3 221
Marge brute	80 707	77 709
<i>% CA</i>	111,9%	113,7%
- charges externes	-22 874	-22 685

Valeur ajoutée	57 833	55 024
% CA	80,2%	80,5%
- impôts et taxes	-1 605	-1 778
- salaires et traitements	-13 027	-13 559
- charges sociales	-8 434	-9 572
Excédent brut d'exploitation	34 767	30 115
% CA	48,2%	44,1%
- dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes des reprises	-10 676	-13 458
+/- autres produits et charges	-2 450	-2 771
Résultat d'exploitation	21 641	13 886
% CA	30,0%	20,3%
+ produits financiers	885	1 446
- charges financières	-2 433	-2 469
- dotations aux provisions financières nettes	0	0
= résultat financier	-1 548	-1 023
+ produits exceptionnels	1 293	2 035
- charges exceptionnelles	-1 761	-1 579
- dotations aux provisions exceptionnelles nettes	0	0
= résultat exceptionnel	-468	456
- participation des salariés	-881	-567
- impôts sur les sociétés	-6 971	-5 570
Résultat net	11 773	7 182
% CA	16,3%	10,5%

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 22 octobre 2012

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Jean-Charles PALAU

RAPPORT ANNUEL REGAZ COMPTES SOCIAUX 2010-2011

Assemblée Générale du 15 mars 2012



TABLE DES MATIERES

NOTE LIMINAIRE	4
RESULTAT 2010 – 2011	6
I. L'énergie transitée	7
1.1 LES DONNEES CLIMATIQUES	7
1.2 LE CHIFFRE D'AFFAIRES D'ACHEMINEMENT	8
II. Prestations et travaux	11
III. Production immobilisée	11
3.1 LES INVESTISSEMENTS RESEAU	11
3.2 LES INVESTISSEMENTS LOGICIELS	13
IV. Achats	14
V. Services extérieurs	14
VI. Autres services extérieurs	14
VII. Impôts et taxes	14
VIII. Frais de personnel	15
IX. Autres charges de gestion courante	15
X. Amortissements et provisions	15
XI. Résultat financier	15
XII. Résultat exceptionnel	16
XIII. Résultat net	16
XIV. Résultat de gestion	17
XV. Suivi budgétaire des investissements hors réseau	19
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	20
XVI. Bilan actif	21
XVII. Bilan passif	22
XVIII. Compte de résultat	23
XIX. Variation des flux de trésorerie	24
ANNEXES	26
XX. Règles et méthodes comptables	27
XXI. Tableau de variation du crédit-bail	28
XXII. Composition du capital social	28

NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF	30
1) Immobilisations incorporelles	31
2) Immobilisations corporelles	32
3) Immobilisations financières	34
4) Amortissements	35
5) Stocks	36
6) Créances	37
7) Produits à recevoir	38
8) Trésorerie	39
9) Comptes de régularisation	39
NOTES RELATIVES AU BILAN PASSIF	40
10) Provisions pour risques et charges	41
11) Emprunts et dettes financières	43
12) Autres dettes	44
13) Charges à payer	45
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	46
14) Analyse du chiffre d'affaires	47
15) Autres produits d'exploitation	47
16) Effectifs	47
17) Charges d'exploitation	48
18) Résultat financier	49
19) Résultat exceptionnel	50
ENGAGEMENTS HORS BILAN	52
20) Primes commerciales	53
21) Engagements financiers	53
22) Fin du contrat de concession	53
23) Imposition différée	53
24) Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	54
25) Participation	55

NOTE LIMINAIRE

Le document présenté comprend deux parties.

- La première porte sur le compte de résultat détaillé accompagné d'un commentaire et des réalisations d'investissements.
- La seconde est constituée des informations légales obligatoires.

RESULTAT 2010 - 2011

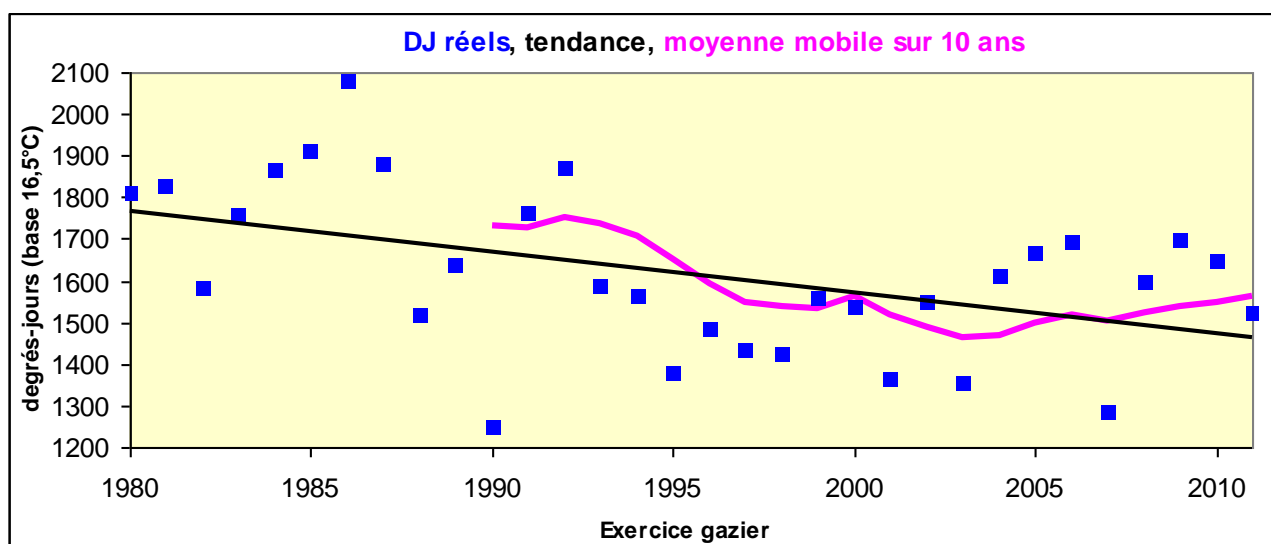
I. L'énergie transitée

Pour un point de sortie à 1 508 DJU, l'énergie transitée à fin septembre se situe à 4 596 GWh : en baisse de 4,3% par rapport à 2009/2010 (4 802 GWh), et également inférieur de 1% par rapport à la référence budgétaire (4 633 GWh).

1.1 Les données climatiques

L'exercice 2010/2011 a vu une climatologie défavorable avec 1 508 DJU enregistrés, soit une baisse de 8,4% par rapport à 2009/2010 et également inférieure de 2,4% par rapport à la référence décennale définie à 1 546 DJU.

Degrés-jours



Températures

	2009/2010	Budget 2010-2011	Réel 2010-2011
Degrés jours (base 16,5°C)	1 647	1 544	1 508
Moyenne trentenaire DJ	1 613	1 609	1 602
Moyenne décennale DJ	1 546	1 544	1 562

La moyenne décennale des degrés-jours est en légère hausse du fait de la non prise en compte d'un hiver 2000/2001 « doux ». Nous sommes sur une moyenne décennale de 1 562 DJ.

Pour un point de sortie à 1 508 DJU, l'énergie transitée à fin septembre se situe à 4 596 GWh.

EXERCICE GAZIER	EMISSIONS REELLES EN MWh	DEGRES-JOURS REELS
REALISE 2011	4 596 000	1 508
REALISE 2010	4 793 000	1 646
REALISE 2009	4 986 000	1 698
REALISE 2008	4 894 000	1 599
REALISE 2007	4 344 000	1 286
REALISE 2006	5 070 000	1 692
REALISE 2005	5 052 000	1 665
REALISE 2004	5 077 000	1 611
REALISE 2003	4 466 000	1 356
REALISE 2002	4 775 000	1 550

La baisse tendancielle observée depuis 2007 se confirme. Si nous comparons avec les années 2004 à 2006, nous constatons pour ces années là des quantités transitées de l'ordre de 5 066 GWh pour 1 650 DJU. En 2010-2011 nous avons 4 596 GWh pour 1 508 DJU.

1.2 Le chiffre d'affaires d'acheminement

Rappel du budget : 59,5 M€
Réalisé : 59,8 M€

RECETTES 2010 / 2011 ISSUES DE L'ACHEMINEMENT (1 508 DJ)

Tarifs d'accès des tiers au réseau de distribution (ATRD) en vigueur au 1^{er} juillet 2010

	Abonnement annuel (Eur)	Prix proportionnel (Eur/MWh)	Souscription annuelle de capacité jour (Eur/MWh/j)	Terme annuel à la distance (Eur/ml)
T1 <	36,00	32,68		
T2 <	165,12	7,00		
T3 <	582,24	5,36		
T4 >	12 711,84	0,86	215,88	
TP	27 094,56		63,00	54,00
Forfait Cuisine	72,60			

Les recettes directes de l'acheminement s'élèvent à 59,85 M€ dont :

- 59,59 M€ liés à la facturation du transit,
- 0,03 M€ liés à la rectification suite à relève,
- 0,23 M€ liés au dépassement de souscription.

	Nbre de PCE*	MWh	CJA** (MWh/j)	M€
T1	51 415	145 116		6,59
T2	156 034	2 666 974		44,38
T3	1 157	969 301		5,86
T4	34	765 093	5 406	2,45
TP	2	46185	362	0,09
Forfait cuisine	146	2 952		0,22
Rectif relève				0,03
Dépassement CJA				0,23
TOTAL	208 908	4 606 074	5 647	59,85

* PCE : Point de comptage-Estimation

** CJA : Capacité Journalière d'Acheminement

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Le volume de gaz transité dépend également du développement commercial qui se répartit comme suit par marché :

Marché	Budget	Réel
Habitat	17,98 GWh	21,06 GWh
Professionnel	19,00 GWh	9,93 GWh
Total	36,98 GWh	30,99 GWh

MARCHE HABITAT :

L'énergie gaz naturel tire son épingle du jeu sur le marché de l'habitat avec les nouvelles réglementations thermiques et le contexte énergétique global.

En effet, le gaz naturel apporte actuellement une solution technique :

- aux contraintes réglementaires sur le neuf en se positionnant comme le complément idéal des énergies renouvelables et l'énergie du BBC (Bâtiment Basse Consommation).
- aux obligations de diminution des consommations d'énergie primaire dans l'ancien, segment de marché non encore réglementé.

- **Habitat Neuf :**

Le marché des mises en chantier de logements et de maisons individuelles est en repli en 2010 par rapport à 2009 avec une amélioration simultanée de la performance gaz.

Les promoteurs privés construisant des produits investisseurs, réalisent leurs opérations en Label Bâtiments Basse Consommation (BBC). Leurs clients profitent ainsi de l'avantage fiscal maximal de la loi Scellier.

Le gaz naturel sur les opérations labellisées BBC présente un avantage concurrentiel que nous avons démontré et argumenté auprès de l'ensemble des cibles décideurs prescripteurs depuis 2 ans. Grâce à ces actions, nous augmentons notre taux de performance sur cette cible de 20% à 50% portant notre résultat à 3 133 logements pour 13 GWh. A noter que 70% de ces opérations sont réalisées en BBC avec une moyenne de consommation de 4 000 kWh par logement.

Sur le marché de l'individuel, un nouveau regain d'intérêt pour le gaz naturel nous a permis d'augmenter les placements malgré un marché en baisse et ainsi notre taux de performance sur cette cible.

Deux raisons expliquent le fait qu'avec 10% de logements en moins, les placements commerciaux restent stables en habitat neuf :

- la structure des logements (isolation, chauffage centralisé ou non, ...)
- la variation de l'estimation des consommations des logements BBC. Nous avons sous estimé au départ la consommation BBC des logements que nous avons réévaluée en cours d'exercice ce qui aura une incidence sur les commandes futures (pour mémoire GrDF compte 7 000 kWh en logement BBC collectif, Régaz retient en moyenne une valeur comprise entre 4 et 5 000 kWh).

- **Habitat Existant :**

Le marché de l'existant, cible prioritaire pour les diminutions de consommation d'énergie, commence à entreprendre la rénovation de son parc.

Ce démarrage initié par les organismes HLM nous a permis de concrétiser sur l'exercice deux projets significatifs de conversion électricité/Gaz Naturel :

- Résidence Val de Bourde – Villenave d'Ornon – GIRONDE HABITAT - 189 logements,
- La Virginienne – BORDEAUX - SCIC COLIGNY - 78 logements.

Ce marché sera l'un des plus porteurs pour les années à venir dans le cadre de l'amélioration thermique des bâtiments imposée par le Grenelle Environnement.

Les différentes mesures incitatives à la rénovation du patrimoine immobilier devraient favoriser la mise en œuvre de projets. Ainsi nous reconstruisons notre portefeuille d'affaires en cours où des choix énergétiques en faveur du gaz naturel devraient intervenir. Il est à noter que l'augmentation du nombre de projets ne devrait pas permettre d'augmenter le niveau des placements en GWh compte tenu de la baisse des consommations unitaires.

MARCHE PROFESSIONNEL :

Le marché professionnel réalise 52% de son objectif de placements 2010/2011.

La première raison est économique avec une baisse significative de l'assiette des projets qui ne permet pas, compte tenu de nos taux de performance actuels, d'atteindre les niveaux de placements espérés.

La deuxième raison est d'ordre technique, dans un contexte environnemental difficile, il n'existe pas encore de solutions gaz éprouvées et adaptées permettant de répondre à des besoins de chaud et de froid dans des conditions économiques acceptables.

Nous conservons le projet First Solar en portefeuille pour 2,3 GWh, cependant l'arrêt de ce projet a pénalisé nos prévisions de placements.

Par ailleurs, nous notons des gains significatifs dans nos premiers dossiers en label BBC, ce qui nous permet d'espérer un nouveau et favorable positionnement de notre énergie en bâtiment tertiaire dans le cadre de la RT 2012 : 3 projets ont été réalisés sur l'exercice.

Compte tenu des tendances à la baisse sur le marché professionnel, la notion d'affaire exceptionnelle va voir son seuil abaissé de 5 à 3 GWh (30% de l'objectif annuel).

II. Prestations et travaux

Rappel du budget : 7,0 M€
Réalisé : 7,5 M€

	Réalisé	Budget
Prestations intra-groupe nette :	4,8 M€	4,8 M€
Prestations extérieures :	2,7 M€	2,2 M€

Les prestations intra-groupe, conformément aux contrats de service passés avec les filiales Gaz de Bordeaux et Mixéner, sont relatives à la refacturation des prestations des services tertiaires (Comptabilité-Finance, Ressources humaines, Moyens généraux et Informatique) ainsi qu'à la facturation directe de certaines charges (loyers des bâtiments, utilisation des matériels informatiques, kilomètres parcourus, ...).

Les prestations extérieures couvrent notamment les locations compteurs et prestations catalogues.

III. Production immobilisée

Rappel du budget : 18,4 M€
Réalisé : 12,6 M€

	Réalisé	Budget
Investissements réseau :	11,6 M€	14,2 M€
Investissements logiciels :	1,0 M€	4,2 M€

L'économie réalisée sur les travaux d'élimination des réseaux fontes (- 1,2 M€) ainsi que le report des travaux « Tramway » expliquent l'écart entre les Investissements réseau réalisés et les prévisions budgétaires.

En ce qui concerne les Investissements en logiciels, ceux ci sont en cours de production et ne seront livrés que lors de l'exercice prochain.

3.1 Les Investissements réseau

L'exercice 2010/2011 a été marqué par la poursuite du programme d'élimination des fontes « Graphite Sphéroïdal 1^{ère} génération », le démarrage retardé de la 3^{ème} phase du tramway et le prolongement du programme d'ilotage suite à l'incident du 20 mai 2011. Dans le cadre de la réalisation du projet SIG-RGE, 865 k€ ont été investis sur cet exercice ; ce projet devrait aboutir fin 2013.

Le montant global des investissements prévu sur l'exercice était de 14 193 k€. Le réalisé à fin septembre est en retrait de 18 %. Les investissements réalisés portent sur :

DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION (1,4 M€)

Extensions commerciales

A la fin de l'exercice, 15 000 ml de canalisation et 1 050 PCE ont été réalisés pour un montant global de 1 399 k€, soit un prix moyen de 93,3 €/ml conforme au montant budgété. L'investissement net des participations clients se monte à 939 k€.

Les prévisions étaient de 14 230 ml et 1 170 PCE pour 1,3 M€.

Densification

Les prévisions budgétaires étaient de 615 PCE pour un montant global de 714 k€. Nous aurons réalisé à fin exercice 704 PCE pour un montant de 693 k€. Ce résultat permet de rattraper une partie du retard de l'année dernière. L'investissement net des participations clients se monte à 495 k€.

QUALITE DE LA FOURNITURE ET EXPLOITATION COURANTE (9,4 M€)

Elimination des réseaux Fontes : 6,3 M€

Sur cette ligne budgétaire, il était prévu d'éliminer 20 Km de réseau fontes pour un montant de 6 654 k€.

20,5 km de canalisations ont été éliminés pour un montant de 6 254 k€.

Le montant dépensé sur cette activité est inférieur au montant budgété en raison de la réalisation de certaines opérations en coordination avec les travaux de voirie.

Tramway : 1,1 M€

En raison des retards du projet Tramway Phase 3, les travaux de déplacement ont débuté avec un décalage de 3 mois sur le planning initial. De ce fait, les investissements réalisés sur cet exercice sont en deçà des prévisions budgétaires. 2 730 ml de réseaux devraient être déplacés pour un montant de 1 027 k€ (budget 1 859 k€).

Changements de compteurs/détendeurs : 0,7 M€

Le budget 2011 VPE a été défini à 412 k€, le réalisé est de 525 k€

L'écart provient essentiellement de la réduction du délai de dépose des compteurs sur les PCE non rattachés à un contrat de livraison, avec pour objectif de renforcer la sécurité concernant les installations gaz inactives. Par ailleurs une hausse significative du nombre de demande de dépose de compteur pour cause de non paiement, de la part des fournisseurs de gaz, a été enregistrée sur cet exercice.

Le budget 2011 pour le changement des détendeurs a été défini à 204 k€, le réel est de 197 k€.

Cet écart provient d'un nombre de détendeurs changés (2 300) en deçà de l'objectif (3 000). Ceci est dû à une activité de sécurité soutenue et à la prise en compte de multiples activités de sécurité préventive : vérification des vannes, actions ponctuelles de changement de matériels défectueux, contrôles de terrain pour validation des bases de données, incidents réseau (Coutras et Bordeaux).

Renouvellement sur programme de tiers: 0,3 M€

Cette activité dépend exclusivement des demandes de tiers et n'est pas planifiable sur un horizon supérieur à 2 mois.

Par ailleurs le faible nombre de demandes reçues sur l'exercice a pu être traité dans le cadre des chantiers de renouvellement de canalisations, ce qui se traduit par l'absence de dépense sur cette ligne d'investissements (budget 182 k€).

A compter de 2012 cette ligne d'investissements sera réduite de 90%.

Îlotage réseau BP : 0,2 M€

Pour ce qui concerne l'ilotage du réseau BP, 5 postes étaient prévus sur ce budget. A fin d'exercice 5 postes ont été posés (Treuils, Liberté, Lecocq, Entre deux-mers, Mouneyra). Le montant budgété était de 214 k€ pour un montant réalisé de 242 k€.

Modernisation immeubles anciens : 0,2 M€

Le projet de sécurisation des immeubles collectifs anciens sur Bordeaux a pour objectif d'éliminer la totalité des ouvrages en plomb situés à l'intérieur du bâti, ainsi que les nourrices de distribution en plomb à l'extérieur, à l'horizon 2013.

Cette année, 200 installations ont fait l'objet de travaux pour un objectif initial de 290 installations. A fin d'exercice, il devrait rester 500 immeubles à traiter, l'organisation de ces travaux devra être adaptée pour atteindre l'objectif fixé dans le cadre du schéma directeur.

Renforcement et maillage technique : 0,07 M€

Le projet de renouvellement de l'acier des boulevards est interrompu pour le moment en raison de l'attente de coordination de travaux dans le cadre de la 3^e phase du tramway d'une part et d'autre part de la finalisation du projet de l'aménagement de la place Latule. Ce retard est sans incidence sur les investissements car ce décalage avait été anticipé en phase budgétaire.

Par ailleurs, le retard pris dans les études de l'aménagement des bassins à flot a entraîné la non réalisation du chantier de renforcement du réseau primaire cours Lucien Faure à Bordeaux (budget 400 k€). Compte tenu du manque de visibilité actuel sur ce chantier, ce renforcement n'est pas budgété sur le prochain exercice.

Protection des branchements existants : 0,06 M€

Cette nouvelle activité a été industrialisée en 2010 au niveau national, Régaz s'est engagé sur un programme de 4 ans auprès de la DREAL. Les périodes de formation du personnel et de négociation de l'approvisionnement de ces nouveaux matériels ont entraîné des décalages dans le lancement des premiers chantiers. Sur les 500 chantiers prévus (198 k€), 150 ont été réalisés sur cet exercice (56 k€). Le retard au démarrage sera absorbé sur les prochains exercices de façon à respecter le planning validé par la DREAL.

Divers : 0,4 M€

Sont regroupés ici les investissements sur les postes, la protection cathodique, la télé-relève et la télé-exploitation.

AUTRES INVESTISSEMENTS (0,8 M€)

Ce poste couvre la numérisation des plans, dont le réalisé est conforme aux prévisions budgétaires.

3.2 Les Investissements logiciels

Le budget de 4,2 M€ a été réalisé à hauteur de 2,2 M€ sur les postes suivants :

- la production immobilisée se monte à 1 M€,
- 0,6 M€ ont été immobilisés directement,
- 0,6 M€ ont été facturés à Gaz de Bordeaux.

L'écart de 2 M€ par rapport au budget s'explique à hauteur de 1,5 M€ par une suspension de la mise en place du PGI (Progiciel de Gestion Intégrée) suite à une remise en question de l'intégrateur.

IV. Achats

Rappel du budget : 5,6 M€
Réalisé : 4,9 M€

V. Services extérieurs

Rappel du budget : 21,9 M€
Réalisé : 17,8 M€

	Réalisé	Budget
Sous-traitances techniques :	12,5 M€	16,0 M€
Loyers :	3,0 M€	3,5 M€
Entretiens :	1,3 M€	1,2 M€
Assurances :	0,3 M€	0,4 M€
Maintenances :	0,3 M€	0,6 M€
Etudes et recherches :	0,1 M€	0,1 M€
Divers (documentation, travaux administratifs):	0,3 M€	0,1 M€

Les investissements réseaux réalisés ayant été plus faibles que prévu, les charges de terrassements afférentes sont donc de facto inférieures au budget.

VI. Autres services extérieurs

Rappel du budget : 2,2 M€
Réalisé : 2,4 M€

	Réalisé	Budget
Intérim :	0,5 M€	0,3 M€
Honoraires :	1,0 M€	0,8 M€
Communication :	0,1 M€	0,3 M€
Frais de téléphone / courrier :	0,5 M€	0,6 M€
Frais de déplacement :	0,3 M€	0,2 M€

Les frais de déplacement comprennent 34 k€ liés à l'incident du 20 mai.

VII. Impôts et taxes

Rappel du budget : 1,2 M€
Réalisé : 1,4 M€

Ce poste couvre essentiellement la contribution économique territoriale (ancienne taxe professionnelle).

VIII. Frais de personnel

Rappel du budget : 22,6 M€
Réalisé : 22,6 M€

Ce poste comprend 405 k€ de frais non budgétés (primes et incident du 20 mai).

IX. Autres charges de gestion courante

Rappel du budget : 2,7 M€
Réalisé : 2,6 M€

	Réalisé	Budget
Redevance réseau :	2,1 M€	2,1 M€
<i>en application des articles 51-1, 51-2, 51-3 de la Convention d'Exploitation</i>		
Primes commerciales :	0,5 M€	0,6 M€

X. Amortissements et provisions

Rappel du budget : 11,9 M€
Réalisé : 14,3 M€

L'augmentation de ce poste est imputable aux provisions de retraites. Dans un premier temps, les calculs fournis par la CNIIEG postérieurement au budget ont entraîné une augmentation liée à la réforme des retraites de 1,4 M€ pris en compte dans l'attendu à mi-exercice. Dans un second temps, les comptes clos au 30/09/2011 intègrent également l'extension de charges existant entre la date de calcul des engagements par la CNIIEG (31/12/2010) et la date de clôture de nos comptes annuels (30/09/2011) pour un impact de 0,8 M€.

XI. Résultat financier

Rappel du budget : - 1,5 M€
Réalisé : - 1,0 M€

Il se compose d'une charge de 1,8 M€ d'intérêts de remboursement d'emprunts, d'un produit de 0,5 M€ de dividendes versés par notre filiale Gaz de Bordeaux, et d'un produit net des placements de trésorerie de 0,3 M€.

XII. Résultat exceptionnel

Rappel du budget : - 0,1 M€
Réalisé : 0,4 M€

Des dégrèvements d'impôts et rentrées exceptionnelles sur fournisseurs expliquent l'évolution de ce poste au regard du budget.

Par ailleurs, dans le résultat attendu à mi-exercice, il avait été provisionné 1 M€ suite à l'incident du 20 mai (500 k€ de dépenses directes, 500 k€ pour des réclamations clients).

Au final, cet incident aura coûté 456 k€ :

- Assistance GDF SUEZ et ELD : 237 k€
- Heures supplémentaires : 117 k€
- Travaux : 48 k€
- Hébergement : 34 k€
- Divers : 20 k€

Il n'y a pas eu d'indemnisation à charge de REGAZ.

XIII. Résultat net

Impôt sur les sociétés : 5,6 M€ par application des taux.

Participation : 0,6 M€ par application de la formule légale sur des données cumulées REGAZ+GDB.

<p>RESULTAT NET : Rappel du budget : 8,8 M€ Réalisé : 7,2 M€</p>

XIV. Résultat de gestion

EN MILLIERS D'EUROS	BUDGET 2010/2011 1544 DJU	REALISE 2010/2011 1508 DJU
PRESTATIONS ET TRAVAUX	6 459	7 530
ATRD	60 080	59 842
PRODUCTION IMMOBILISEE	18 403	12 577
PRODUCTION	84 942	79 949
ACHATS ET CONSOMMABLES	4 954	4 246
CARBURANTS	190	210
FOURNITURES DE BUREAU	144	166
EAU ENERGIE	390	281
TOTAL ACHATS	5 678	4 903
SOUS TRAITANCE TECHNIQUE ET INV	16 017	12 730
LOYER IMMEUBLES PARKINGS	1 904	1 872
LOCATIONS AUTRES	1 569	1 154
ENTRETIENS	1 218	1 252
ASSURANCES	363	306
MAINTENANCE	630	385
ETUDES ET RECHERCHES	115	86
DOCS ET DIVERS	46	58
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	21 861	17 843
INTERIM	253	463
HONORAIRES	793	950
COMMUNICATION	309	128
COTISATIONS ET DIVERS	36	41
TELEPHONE COURRIER	623	546
FRAIS DE DEPLACEMENT	142	250
SERVICES BANCAIRES	15	23
TOTAL AUTRES SERV. EXTERIEURS	2 171	2 401
VALEUR AJOUTEE	55 231	54 802
TAXE PROFESSIONNELLE	870	1 104
DIVERS	357	283
TOTAL IMPOTS ET TAXES	1 227	1 387

EN MILLIERS D'EUROS	BUDGET 2010/2011 1544 DJU	REALISE 2010/2011 1508 DJU
REMUNERATIONS	13 203	12 987
CHARGES	9 289	9 713
CONGES PAYES	215	171
INTERESSEMENT	688	588
TAXES SUR SALAIRES	387	356
REMBOURSEMENT IVD ET IFC	-1 217	-1 216
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	22 565	22 599
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	31 439	30 816
REDEVANCES	2 060	2 121
PRIMES COMMERCIALES	591	475
CREANCES IRRECOUVRABLES	50	24
DIVERS		-3
TOTAL AUTRES CHARGES	2 701	2 617
AMORTISSEMENTS	10 431	10 698
PROVISIONS NETTES	1 435	3 579
TOTAL DOTS AMORTIS PROVS	11 866	14 277
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 873	13 922
RESULTAT FINANCIER	-1 473	-1 024
RESULTAT COURANT	15 400	12 898
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-129	420
RESULTAT AVANT IS	15 271	13 318
IMPOT SOCIETES	5 422	5 569
PARTICIPATION	1 021	567
RESULTAT NET COMPTABLE	8 828	7 182

XV. Suivi budgétaire des investissements hors réseau (€)

LIBELLE	MONTANT DU BUDGET	MONTANT COMMANDES ET FACTURES	% REALISE
Véhicules	240 500	57 779	24%
Aménagement véhicules		50 700	
Mob et Matériel de bureau	36 800	17 847	48%
Matériel et outillage	206 980	121 484	59%
Aménag.,Instal.,Agenc.	103 567	4 700	5%
Matériel informatique		2 473	
Logiciel informatique			
Matériel transmission	5 000	2 313	46%
TOTAL	592 847	257 297	43%

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

XVI. Bilan actif

	Notes	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
ACTIF IMMOBILISE			
Net			
Immobilisations incorporelles	1	81 579 873	79 555 878
Amortissements et provisions		55 518 560	52 037 902
Net		26 061 313	27 517 976
Immobilisations corporelles	2	190 744 100	181 682 054
Amortissements et provisions	4	71 442 295	65 967 569
Net		119 301 805	115 714 485
Immobilisations financières	3	2 894 722	2 808 350
Provisions			
Net		2 894 722	2 808 350
Titres mis en équivalence			
Total de l'Actif Immobilisé		148 257 840	146 040 811
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	5	1 061 676	1 145 327
Créances clients et avances versées	6	12 395 944	15 290 303
Autres créances	6	4 241 231	3 080 035
Compte de régularisation	9	357 520	118 850
Valeurs mobilières de placement	8	50 803 715	9 750 499
Disponibilités & Instruments de trésorerie	8	1 290 659	38 943 976
Total de l'Actif Circulant		70 150 745	68 328 990
Activités cédées actif			
TOTAL DE L'ACTIF		218 408 585	214 369 801

Créances clients : dont avances et acomptes versés 21 114 € au 30/09/11 et 174 425 € au 30/09/10.

XVII. Bilan passif

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital		38 000 000	38 000 000
Primes			
Réserves		35 005 710	29 093 984
Ecart de conversion			
Résultat net		7 182 158	11 773 226
Provisions réglementées		837 140	1 001 053
Subventions d'investissement		350 142	385 156
Total des Capitaux Propres		81 375 150	80 253 419
CAPITAUX PROPRES		81 375 150	80 253 419
Autres Fonds Propres			
Provisions	10	15 859 803	12 522 216
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>			
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>			
<i>Dont prov. pr impôts différés</i>			
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>		13 632 744	10 058 795
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	11	52 382 047	48 888 014
Concours bancaires - instru. financiers passifs	11	148 556	455 684
Dettes fournisseurs et avances reçues	12	9 796 150	9 043 138
Autres dettes	12	58 647 121	62 964 839
Comptes de régularisation	9	199 759	242 491
TOTAL DU PASSIF		218 408 586	214 369 801

XVIII. Compte de résultat

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
Produits d'exploitation		82 816 015	86 369 245
Chiffre d'affaires	14	68 352 890	72 118 646
Autres produits d'exploitation	15	14 463 125	14 250 599
Charges d'exploitation	17	68 929 999	64 728 375
Achats et variation de stock		5 574 527	4 945 328
Impôts, taxes et versements assimilés		1 778 452	1 605 149
Charges de personnel	16	23 130 631	21 460 734
Dotations aux amortissements		15 340 631	13 206 897
Autres charges d'exploitation		23 105 758	23 510 267
RESULTAT D'EXPLOITATION		13 886 016	21 640 870
Produits financiers		1 445 775	885 290
Charges financières		2 469 356	2 433 361
RESULTAT FINANCIER	18	-1 023 581	-1 548 071
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		12 862 435	20 092 799
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19	455 948	-467 214
Impôts sur les bénéfices		5 569 126	6 971 185
Participation	25	567 099	881 174
RESULTAT NET		7 182 158	11 773 226

XIX. Variation des flux de trésorerie

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	7 182 158	11 773 226
Part des minoritaires dans le résultat stés intégrées		
Quote part dans resultat sociétés en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
<i>Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>		
Dérive de résultat + Pertes et profits de dilution		
Dotations aux Amortissements et provisions	15 784 908	13 488 041
Reprises des Amortissements et provisions	-1 909 801	-1 839 484
Plus et moins values de cession	412 749	351 478
Impôts différés		
Subventions virées au résultat	-35 014	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	21 435 000	23 773 261
Variation des frais financiers	-14 793	-9 653
Variation nette exploitation	3 357 755	-1 963 497
Var° de stock	83 651	128 111
Transferts de charges à répartir		
Var° des Créances d'exploit°	2 794 212	-3 520 385
Var° des Dettes d'exploit°	479 892	1 428 777
Variation nette hors exploitation	-5 510 245	-29 051
Var°des créances hors exploitation	-1 054 112	750 475
Var°des dettes hors exploitation	-4 174 731	-992 325
Comptes de liaison		
Charges et produits constatés d'avance	-281 402	212 799
Pertes & gains de change		
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 167 283	-2 002 201
Flux net de trésorerie généré par l'activité	19 267 717	21 771 060
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-2 024 790	-893 752
Décaisst / acquisition immos corporelles	-11 118 670	-10 829 690
Encaisst / cession d'immos corp et incorp	21 816	15 552
Subventions d'investissement encaissés		
Décaisst / acquisition immos financières	-147 540	-51 992
Encaisst / cession immos financières	61 168	48 243
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		-199 980
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-13 208 016	-11 911 619
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-5 861 500	-3 866 500
Dividendes versés aux minoritaires		
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	12 028 993	6 000 000
Remboursement d'emprunts	-8 520 167	-8 878 153
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 352 674	-6 744 653
VARIATION DE TRESORERIE	3 707 027	3 124 151
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	48 238 791	45 124 003
Reclassement de trésorerie		
TRESORERIE A LA CLOTURE	51 945 818	48 238 791

ANNEXES

XX. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnelles par leur fréquence ou leur montant ont été laissés en résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

D'où la définition du résultat exceptionnel :

Ce sont des charges ou produits d'un montant significatif par rapport au résultat et qui sont :

- * inhabituels : fort degré d'anomalie par rapport aux activités normales de l'entreprise et à son environnement.
- * d'une survenance exceptionnelle : forte probabilité de ne pas survenir à nouveau compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

Cette définition rend donc extrêmement rare l'utilisation des comptes exceptionnels.

Toutefois, de par leur classement comptable, les cessions d'immobilisations figurent dans le résultat exceptionnel.

La production immobilisée est évaluée au coût de production. En matière informatique, seules les créations de logiciels sont immobilisées et amorties fiscalement en totalité.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le groupe Gaz de Bordeaux établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels de Régaz, de Gaz de Bordeaux, de GNV de Bordeaux et de Mixener sont inclus selon la méthode de l'intégration globale, Régaz étant la société consolidante.

XXI. Tableau de variation du crédit-bail

Le crédit bail n'est pas retraité. Toutefois, à titre d'information les montants relatifs aux crédits-baux concernant l'immeuble 6 place Ravezies sont les suivants :

	30/09/2011	30/09/2010
Emprunt correspondant valeur bien	9 013 476	9 013 476
Échéances capital	4 423 741	3 607 551
CAPITAL RESTANT DU	4 589 735	5 405 925
Valeur bien	9 013 476	9 013 476
Amortissement	2 111 745	1 759 788
VALEUR NETTE COMPTABLE DU BIEN	6 901 731	7 253 688
Échéances totales du crédit-bail périodes	5 883 155	4 970 986
Frais financiers totaux périodes	1 459 414	1 363 435
Capital total périodes	4 423 741	3 607 551

XXII. Composition du capital social

Rubriques	Nature	30/09/2011
		Valeur nominale
1- Actions composant le capital social au début de l'exercice	190 000	200
2- Actions émises pendant l'exercice		
3- Actions remboursées pendant l'exercice		
4- Actions composant le capital social en fin d'exercice	190 000	200

**NOTES RELATIVES
AU BILAN ACTIF**

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	81 379 913	55 518 560	25 861 353	27 317 620
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	199 960		199 960	200 356
Autres immobilisations incorporelles Crédit-bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	81 579 873	55 518 560	26 061 313	27 517 976

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	79 555 878	52 037 902	27 517 976
Augmentations	2 024 790	3 481 057	-1 456 267
Diminutions	795	399	396
Variations de périmètre			
Écarts de change			
30 septembre N	81 579 873	55 518 560	26 061 313

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée informatique ne comprend que les phases d'analyse organique, de programmation et de documentation. Les coûts supportés au titre de l'an 2011 ont été immobilisés et amortis comptablement sur 3 ans et fiscalement sur 12 mois au prorata temporis.

Les immobilisations en cours comprennent les licences et DSD (Dossiers de Spécifications Détaillées) relatives au Progiciel de Gestion Intégrée. En effet, il a été décidé de poursuivre ce projet sur la base du même produit mais avec un autre intégrateur.

2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	224 022	42 672	181 350	190 088
Constructions	3 314 161	1 921 993	1 392 168	1 547 843
Installations tech, mat et outillages ind.	20 977 672	12 795 157	8 182 515	8 401 141
Autres immobilisations corporelles	160 580 243	56 682 473	103 897 770	98 208 367
Immobilisations corporelles en cours	5 648 002		5 648 002	7 367 046
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	190 744 100	71 442 295	119 301 805	115 714 485

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	181 682 054	65 967 569	115 714 485
Augmentations	11 248 802	7 216 836	4 031 966
Diminutions	2 186 756	1 742 110	444 646
Variations de périmètre			
Ecart de change			
30 septembre N	190 744 100	71 442 295	119 301 805

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée au coût de production déterminé par l'addition des éléments suivants :

- coût d'acquisition des matières consommées.
- charges directes de production (main d'œuvre et sous-traitance).
- charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production pour un montant de 380 131 € pour 2010-2011.

IMMOBILISATIONS APPORTÉES PAR LA VILLE

La valeur brute des immobilisations apportées par la Ville de Bordeaux en capital a été évaluée par le commissaire aux apports par lots.

Pour passer au total d'un lot à la valeur brute immobilisation par immobilisation, la méthode suivante a été utilisée :

- actualisation au 30/06/91 (par coefficient d'érosion monétaire) des valeurs d'origine de chaque bien.
- coefficients d'abattements pour tenir compte de la vétusté, suivant règles ci-dessous.
- répartition au prorata de la valeur actualisée abattue par rapport au total apporté (par lot).

Règles d'abattement :

-Progiciels, matériels informatiques et aménagements installations :	20 % par an avec un maximum de 80 %
-Géothermie et compteurs :	5 % par an avec un maximum de 80 %
-Matériels et outillages : mobilier de bureau :	10 % par an avec un maximum de 90 %

IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION PAR LE CONCEDANT

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2011 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	15 412 375
PA	25	Branchements sur domaine concédé	21 749 172
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	65 348
PA	30	Réseau transport HP	6 888 276
PA	32	Canalisations propriété RMGB	37 728 492
PA	33	Canalisations domaine concédé	55 579 659
PA	35	Canalisations géothermie	1 444 971
PA	42	Postes de détente RMGB	590 451
PA	43	Postes de détente concessions	570 675
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 735
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
TOTAL			140 086 824

Ce montant n'est pas à rapprocher des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 67 448 112€ de valeur brute correspondant à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION PAR LE CONCESSIONNAIRE

L'article 69 de la convention d'exploitation avec la Ville de Bordeaux traitant du sort des biens en fin de contrat, qu'elle qu'en soit la cause, prévoit que « les terrains acquis et les ouvrages y compris les biens de renouvellement réalisés par la société, nécessaires au service, sont remis à la Ville. La Ville doit à la société une indemnité égale à la part non amortie de ces immobilisations et réalisations y compris le renouvellement des installations existantes ».

A ce titre, l'engagement de la Ville de Bordeaux se monte à 48 226 168 € au 30 Septembre 2011 et l'engagement de la totalité des autres communes à 54 939 217 € à la même date.

AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le montant de 160 580 243 € correspond aux immobilisations suivantes :

- canalisations mises dans les concessions par le concessionnaire : 116 116 679 €,
- branchements mis dans les concessions par le concessionnaire : 32 601 638 €,
- postes mis dans les concessions par le concessionnaire : 7 140 453€,
- protection cathodique mise dans les concessions par le concessionnaire : 911 214 €,
- véhicules, mobilier et matériel de bureau et matériel informatique : 2 305 705 €,
- Installations générales et agencements : 1 475 393 €,
- Gaz en tuyau : 29 160 €.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations	2 533 450		2 533 450	2 433 450
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts	359 552		359 552	374 220
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	1 720		1 720	680
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 894 722		2 894 722	2 808 350

Le montant de 1 720 € correspond à un dépôt de garantie.

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	2 808 350		2 808 350
Augmentations	147 540		147 540
Diminutions	61 168		61 168
Variations de périmètre et écarts de change			
30 septembre N	2 894 722		2 894 722

Le montant de 2 533 450 € représente des titres de participation :

- pour 2 000 000 €, il s'agit des titres de **Gaz de Bordeaux** (activité de fourniture de gaz naturel), dont Régaz détient 66%. Le montant du capital de Gaz de Bordeaux est de 757 576 €. Il y a 75 216 € de réserves. Le résultat au 30 septembre 2011 est une perte de - 798 291 €. Le chiffre d'affaires est de 223 741 351 € pour l'exercice du 01/10/2010 au 30/09/2011. Il y a eu 757 576 € de dividendes versés en 2011 au titre des résultats 2010. Enfin, au titre de l'abandon de créance sous clause de retour à meilleure fortune d'un montant de 3 550 446 € consenti au cours de l'exercice 2007/2008 par Régaz à Gaz de Bordeaux, 757 858 € ont été reversés par Gaz de Bordeaux à Régaz en 2008/2009, 467 347 € au titre de 2009/2010 et enfin aucun versement n'a été effectué au titre de 2010/2011; le solde ressort donc à 2 325 241 € au 30 septembre 2011.
- pour 233 470 € il s'agit de titres de la société **ENE'O** (ex Régie de Carmaux dont l'activité est la distribution et la fourniture de gaz naturel) dont REGAZ détient 3,61% des actions. Le capital est de 6 475 000 €, les réserves de 81 372€ et il n'y a pas de report à nouveau. Au 30 septembre 2010, les fonds propres se montent à 7 023 825 €. Le chiffre d'affaires de l'exercice du 01/10/2009 au 30/09/2010 se monte à 10 829 676 € (12 526 431€ l'exercice précédent). Le résultat net de l'exercice 2009/2010 est de 212 663€ pour 238 278€ l'exercice précédent. Les dividendes reçus au cours de l'exercice se montent à 6 537 €.
- pour 199 980 €, il s'agit de titres de **Gascogne Energie Services** (activité de fourniture et de distribution de gaz naturel) dont Régaz a participé à l'augmentation de capital pour détenir 2,04% des actions. L'exercice social a débuté le premier janvier 2010 pour se terminer le 30

septembre 2010. Il n'est donc pas comparable à l'exercice 2009 (année civile). Le report à nouveau au 30/09/2010 est négatif de 2 924€ pour moins 57 494€ au 31/12/2009. Le résultat de l'exercice est de moins 413 799€ pour plus 54 570 € l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de l'exercice de neuf mois se monte à 4 563 457€ pour 3 105 660 € l'exercice précédent de 12 mois. Au regard de la durée réduite de l'exercice, du développement du chiffre d'affaires et des perspectives de développement de l'entreprise, les titres n'ont pas été dépréciés. Le capital est de 10 108 590€, il n'y a pas de réserves. Il n'y a pas eu de dividendes distribués.

- pour 100 000€, il s'agit de titres de la société **Mixener** dont Régaz détient 100% des titres. Cette société a été immatriculée le 27/01/11. Son activité est l'étude, la conception, la réalisation et l'exploitation de systèmes de réseau énergétique ainsi que les prestations de vente correspondantes. Elle ne travaille pour l'instant que sur le projet des bassins à flots. Elle n'a pas encore d'activité. Au regard des perspectives du projet et de son avancement les titres ne sont pas dépréciés.

Le montant de 361 272 € correspond :

- à des prêts accordés aux agents pour l'accession à la propriété pour 300 552 €,
- à des prêts pour véhicules mis au parc de l'entreprise pour 59 001 €,

Leurs variations sont les suivantes :

ACCESSION A LA PROPRIETE	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2010	287 553	24 208	263 345
+ prêts accordés	46 500		
- remboursements	33 501		
= solde 30/09/2011	300 552	25 621	274 931

PRETS DE VEHICULES	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2010	86 667	27 666	59 001
+ prêts accordés			
- remboursements	27 666		
= solde 30/09/2011	59 001	28 000	31001

4) AMORTISSEMENTS

Les éléments d'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Ceux-ci correspondent aux taux habituels. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée.

Les amortissements fiscaux correspondent aux amortissements comptables.

Nous n'avons constaté aucun amoindrissement de la valeur de nos éléments d'actif qui résulteraient de causes dont les effets n'ont pas été jugés irréversibles.

Les biens apportés en capital ou vendus par la Ville de Bordeaux suivent le régime des biens d'occasion.

Les taux et durées d'amortissement suivants ont été pratiqués :

	<u>OCCASION</u>	<u>NEUF</u>
- Logiciels :	Linéaire 3 ans	Linéaire 3 ans
- Installations	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Recherches essais :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Matériels outillages :	Linéaire 3 ans	Dégressif 5 ans
- Géothermie, forages :	Linéaire 10 ans	Linéaire 30 ans
- Géothermie s/stations :	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
- Compteurs, détendeurs :	Linéaire 10 ans	Durée d'utilisation
- Véhicules et aménagement :	Linéaire 3 ans	Linéaire 5 ans
- Mob., matériel de bureau :	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Matériel informatique :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Branchements :		Durée d'utilisation
- Postes et protection cathodique :		Durée d'utilisation
- Canalisations :		Durée d'utilisation

Les branchements sont amortis sur 30 ans en linéaire ; les postes et la protection cathodique sur

15 ans en linéaire ; les canalisations sur 25 ans en linéaire.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION PAR LE CONCEDANT

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les amortissements au 30 septembre 2011 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	11 736 838
PA	25	Branchements sur domaine concédé	19 672 236
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	48 732
PA	30	Réseau transport HP	6 167 019
PA	32	Canalisations propriété RMGB	31 316 792
PA	33	Canalisations domaine concédé	50 959 406
PA	35	Canalisations géothermie	1 298 259
PA	42	Postes de détente RMGB	436 109
PA	43	Postes de détente concessions	506 573
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 093
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
TOTAL			122 198 725

Ce montant n'est pas à rapprocher des amortissements des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 44 786 435€ d'amortissements correspondants à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

5) STOCKS

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	1 209 081	147 405	1 061 676	1 145 327
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	1 209 081	147 405	1 061 676	1 145 327

La valorisation des stocks est effectuée au coût moyen pondéré pour les produits achetés (calculé mensuellement en tenant compte du stock initial).

Pour tenir compte de la vétusté de certaines pièces, le stock a été déprécié de 147 405 €.

La méthode retenue est la suivante : classement du stock de marchandises en fonction de la date de la dernière commande pour chaque article référencé. Les dépréciations suivantes ont ensuite été pratiquées :

Exercices	Magasin Général
<30/09/2001	100%
2001-2002	90%
2002-2003	90%
2003-2004	80%
2004-2005	70%

2005-2006	60%
2006-2007	50%
2007-2008	30%
2008-2009	20%
2009-2010	10%
2010-2011	0%

6) CREANCES

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Avances et acomptes versés	21 114		21 114	174 325
Clients	12 892 546	517 716	12 374 830	15 115 978
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	12 913 660	517 716	12 395 944	15 290 303
Créances sociales	20 264		20 264	15 091
Créances fiscales	4 170 495		4 170 495	2 891 833
Comptes courants débiteurs	50 000		50 000	
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	472		472	173 111
Instrument financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	4 241 231		4 241 231	3 080 035

	Moins de 1 an	Plus de 1 an
Avances et acomptes versés	21 114	
Clients	12 892 546	
Créances sociales	20 264	
Créances fiscales	4 170 495	
Comptes courants débiteurs	50 000	
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	472	
Instrument financiers dérivés		
Capital souscrit appelé non versé		
TOTAL CREANCES	17 154 891	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le solde du compte de provision pour dépréciation se monte à 517 716 €. La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des créances clients.

Les comptes clients concernant Gaz de Bordeaux se montent à 10 171 826€

Les comptes clients concernant Mixener se montent à 300 372€

Le compte courant concernant Mixener se monte à 50 000€.

TABLEAU DE DEPRECIATION

	Clients actifs	Clients résiliés
- soldes clients antérieurs à décembre 2010	100%	100%
- soldes clients de janvier 2011	80%	100%
- soldes clients de février 2011	60%	100%
- soldes clients de mars 2011	40%	100%
- soldes clients d'avril 2011	20%	80%
- soldes clients de mai 2011	0%	60%
- soldes clients de juin 2011	0%	40%
- soldes clients de juillet 2011	0%	20%
- soldes clients d'août 2011	0%	0%
- soldes clients de septembre 2011	0%	0%

Les interventions réalisées avant le 30 septembre et facturées postérieurement sont portées en factures à établir.

7) PRODUITS A RECEVOIR

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Fournisseurs avoirs non parvenus	0	5 681
Créances clients et comptes rattachés	6 166 156	6 701 322
Organismes sociaux	0	0
Autres créances	217 671	346 698
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	6 383 827	7 053 701

8) TRESORERIE

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Valeurs mobilières de placement	50 803 715	47 750 499
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement VMP / Actions propres		
Total valeurs mobilières de placement	50 803 715	47 750 499
Disponibilités	1 290 659	943 976
Instruments financiers Actif		
Total dispo. et instru. de trésorerie	1 290 659	943 976
Concours bancaires courants	148 556	455 684
Instruments financiers Passif		
Sous-total passif	148 556	455 684
TOTAL TRESORERIE NETTE	51 945 818	48 238 791

Les valeurs mobilières de placement sont vendues et achetées au jour de la clôture. Il n'y a donc pas d'écart d'évaluation.

9) COMPTES DE REGULARISATION

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
ACTIF		
Charges constatées d'avance	357 520	118 850
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Compte de liaison actif		
Ecart de conversion actif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	357 520	118 850
PASSIF		
Produits constatés d'avance	199 759	242 491
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	199 759	242 491

**NOTES RELATIVES
AU BILAN PASSIF**

10) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	A Nouveau	Mouv. de Périmè tre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Repri- ses non Utili- sées	Autres Variat- ions	Ecarts de Conver- sion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	1 561 244		234 000		392 000			1 403 244
Total Prov. pour risques	1 561 244		234 000		392 000			1 403 244
Prov. pour pensions								
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges								
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 561 244		234 000		392 000			1 403 244

- Une provision pour risque Urssaf de 1 217 240 € portant principalement sur les distributions opérées au titre de la participation légale l'accord signé en 1992 n'ayant pas été renouvelé en 1997 date de sa fin d'application : ce point est contesté. Le contrôle de l'Urssaf a été réalisé en deux fois et porte sur les années 2006 à 2010.
- Risques divers pour 186 003 €.

	A Nouveau	Mouv. de Péri- mètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Repri- ses non Utili- sées	Autres Varia- tions	Ecarts de convers ion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques								
Total Prov. pour risques								
Prov. pour pensions	10 058 795		4 427 373	853 424				13 632 744
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges	902 177		33 073	111 435				823 815
Total Prov. pour charges	10 960 972		4 460 446	964 859				14 456 559
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 960 972		4 460 446	964 859				14 456 559

PROVISIONS PENSIONS ET AUTRES AVANTAGES AU PERSONNEL

- Les engagements totaux au titre des engagements calculés par la CNIIEG se montent à 12 305 063 €. Pour mémoire ces engagements financiers mutualisés sont fournis par la CNIIEG à la date du 31/12/2010 en application de l'article 1-I-7 du décret n° 2004-1354 du 10 décembre 2004. L'écart actuariel se monte à 103 966€. L'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires est de 2% ; l'hypothèse de turn-over se situe entre 0% et 0.4% suivant l'âge. La CNIIEG fournit ses estimations au 31 décembre de chaque année. Cette année, une provision a été constituée pour la période du 01/01/2011 au 30/09/2011 pour un montant de 850 000€.
- Il n'y a plus d'engagements au titre des départs dérogatoires.
- Les engagements au titre des indemnités de départ en retraite se montent à 1 327 681 €. L'hypothèse de turn-over est de 0% ; l'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires de 2%.
- L'ensemble de ces provisions est actualisé à 4,50%.

LES AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES CONCERNENT

Les médailles de travail du régime général comme celles spécifiques aux industries électriques et gazières. Dans un premier temps, il a été calculé le montant total à verser à chaque salarié (au moment de son départ en retraite) année par année (sans hypothèse de turn-over et de mortalité). Puis, une actualisation a été opérée, également année par année, sur la base de 4,50%. Le montant ainsi provisionné est de 823 815 €.

Les augmentations de provision sont :

- D'exploitation pour 4 460 446€
- Exceptionnelles pour 234 000€.

Les diminutions de provision sont :

- D'exploitation pour 964 859€

11) EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	52 089 078	48 609 245
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	292 969	278 769
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants	148 556	455 684
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	52 530 603	49 343 698

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 992 287	28 862 690	14 234 101
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Dettes participations des salariés			
Dettes financières diverses	33 726		
Dettes financières Crédit-bail			
Total ICNE	259 243		
Concours bancaires courants	148 556		
Instruments financiers Passif			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	9 433 812	28 862 690	14 234 101

12) AUTRES DETTES

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	8 725 184	7 237 399
Avances et acomptes reçus	1 070 966	1 805 739
Dettes sociales	5 520 414	5 589 531
Dettes fiscales	1 794 801	3 871 374
Fournisseurs d'immobilisations	411 402	281 270
Comptes courants créditeurs	50 886 842	53 088 575
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	33 662	134 089
TOTAL AUTRES DETTES	68 443 271	72 007 977

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	7 236 644		
Avances et acomptes reçus	1 070 966		
Dettes sociales	5 520 414		
Dettes fiscales	1 794 801		
Fournisseurs d'immobilisations	1 899 942		
Comptes courants créditeurs	50 886 842		
Instruments dérivés passifs			
Dettes diverses	33 662		
TOTAL AUTRES DETTES	68 443 271		

Les comptes fournisseurs concernant Gaz de Bordeaux se montent à 1 552 636€
Les dettes fiscales concernant Gaz de Bordeaux se montent à 447 731€
Les dettes fiscales concernant Mixener se montent à 49 168€
Le compte courant concernant Gaz de Bordeaux se monte à 50 886 842€.

13) CHARGES A PAYER

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Clients avoirs à établir	1 070 966	1 805 739
Emprunts et dettes financières diverses		274 036
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 863 567	3 869 704
Dettes fiscales et sociales	4 962 841	5 039 288
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 849	125 370
TOTAL DES CHARGES A PAYER	9 922 223	11 114 137

Commentaires:

Les charges à payer classées en "autres dettes" comprennent :	<u>24 849</u>	<u>125 370</u>
* Intérêts bancaires :	562	9 503
* Agefiph :	22 485	22 502
* CUB :		72 556
* Autres :	1 802	20 809

**NOTES RELATIVES
AU COMPTE DE RESULTAT**

14) ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Prestations et travaux	2 836 959	2 699 869
Prestations intra-groupe	5 155 734	4 890 528
Acheminement du gaz hors groupe	1 522 838	1 217 996
Acheminement du gaz intra-groupe	58 837 359	63 310 253
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	68 352 890	72 118 646

15) AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Production immobilisée	12 576 889	11 679 022
Reprises de provisions	1 181 969	2 531 264
Transferts de charges	700 184	
Divers	4 082	40 313
TOTAL AUTRES PRODUITS EXPLOITATION	14 463 125	14 250 599

16) EFFECTIFS

Comptes	N-1	N
Effectif moyen employé	340	341
Effectif employé		
- salariés	2	
- mis à disposition	3	
Cadres et professions supérieures	53	54
Techniciens et agents de maîtrise	195	196
Employés	98	93
TOTAL	346	343

L'information relative à l'organe de direction, conformément au décret du 29 novembre 1983, n'est pas fournie car cela conduirait à identifier la situation d'un membre déterminé.

Les droits individuels à la formation non éteints se montent à 36 644 heures.

17) CHARGES D'EXPLOITATION

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Achats matières 1ères & autres appro.	3 139 757	2 967 297
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.		
Achats de sous-traitance		
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	1 653 788	1 370 982
Autres services extérieurs	16 774 554	17 488 755
Achats de marchandises	700 184	483 221
Variation stocks de marchandises	80 798	123 828
Autres charges externes	3 556 078	3 530 872
Impôts, taxes et versements assimilés	1 778 452	1 605 149
Rémunération du personnel	13 558 536	13 026 783
Charges sociales	9 572 095	8 433 951
Participation des salariés		
Dotations amort. et prov. d'exploit.	15 340 631	13 206 897
Total dot. prov. dep. exp.		
Autres charges d'exploitation	2 775 126	2 490 640
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	68 929 999	64 728 375

18) RESULTAT FINANCIER

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Total des dividendes	500 000	500 000
Autres produits de participation		6 537
Produits des autres immobilisations financières		
Revenus des autres créances et VMP		
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP	932 748	373 494
Autres produits financiers	13 027	5 259
Reprises sur prov. et amort. financiers		
Escomptes obtenus		
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 445 775	885 290
Dotation aux prov. & amort. financiers		
Intérêts et charges financiers	1 972 204	1 751 037
Pertes de change		
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés		
Autres charges financières	497 152	682 324
TOTAL CHARGES FINANCIERES	2 469 356	2 433 361
RESULTAT FINANCIER	-1 023 581	-1 548 071

Les frais financiers concernant la rémunération du compte courant de Gaz de Bordeaux se montent à 612 684€ en 2010/2011 et 405 463€ en 2010/2011.

Les produits financiers concernant la rémunération du compte courant de Mixener se montent à 347€.

Résultat exceptionnel

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Produits exceptionnels sur op. de gestion	81 540	51 139
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		
Produits de cession d'éléments d'actifs	21 816	15 552
Subventions virées au résultat	35 014	
Autres produits exceptionnels	871 053	1 226 713
Reprises de provisions exceptionnelles	1 025 443	
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 034 866	1 293 404
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	9 593	371 141
Charges sur exercices antérieurs		
VNC des éléments d'actifs cédés	434 565	367 030
Autres charges exceptionnelles	508 191	422 086
Dotations de provisions exceptionnelles	626 569	600 361
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 578 918	1 760 618
RESULTAT EXCEPTIONNEL	455 948	-467 214

Compte tenu de ce résultat exceptionnel, on peut estimer l'impôt à recevoir à ce titre à 156 998 € y compris la contribution sociale. Le montant total de l'impôt étant de 5 569 126 € l'impôt dû au titre des autres éléments se monte donc à 5 412 128 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

19) PRIMES COMMERCIALES

La valeur des engagements pris en matière de primes commerciales et de bonification de prêts au cours de l'exercice 2010/2011 et non encore décaissées se monte à : 893 274.49 €.

La comptabilisation de la charge devrait intervenir pour 726 034 € en 2011/2012 et 167 240 € en 2012/2013.

20) ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les emprunts qui comportent des possibilités de tirage en fonction de la situation de trésorerie de l'entreprise sont classés en long terme compte tenu de l'engagement ferme et durable et du plan de diminution des plafonds de tirage.

L'entreprise a signé des engagements de swap permettant d'échanger des financements à taux variable contre des financements à taux fixe. Compte tenu des taux à la clôture de l'exercice (en général euribor 3 mois), ceci se traduit par les engagements financiers suivants :

- 2011/2012 : 326 063,14 €
- 2012/2013 : 304 353,84 €
- 2013/2014 : 183 872,63 €
- 2014/2015 : 84 224,12 €
- 2015/2016 : 19 173,56 €
- 2016/2017 : - 4 243,95 €
- 2017/2018 : - 10 059,88 €
- 2018/2019 : - 8 339,66 €
- 2019/2020 : - 5 135,01 €
- 2020/2021 : - 1 491,10 €

21) FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

Les engagements reçus par REGAZ s'élevaient à : cf note 2.

22) IMPOSITION DIFFEREE

Nature des différences temporaires ACCROISSEMENTS	30/09/2011
Amortissements dérogatoires	288 255
TOTAL	288 255
Nature des différences temporaires ALLEGEMENTS	30/09/2011
Provision non déductible l'année de la comptabilisation: participation	195 271
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation: organique et aide au logement	54 980
TOTAL	250 251

23) RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
CAPITAL FIN D'EXERCICE					
Capital social	38 000 000	38 000 000	38 000 000	38 000 000	38 000 000
Nombre d'actions existantes	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	206 319 750	67 295 343	67 260 267	72 118 647	68 352 890
Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	25 838 984	22 980 630	29 331 552	31 384 801	27 078 170
Impôts sur les bénéfiques	5 839 000	4 601 438	5 039 765	6 971 185	5 569 126
Participation des salariés	1 292 024	724 605	732 435	881 174	567 099
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	6 381 711	9 820 251	11 478 159	11 773 227	7 182 158
Résultat distribué	3 040 000	3 515 000	3 866 500	5 861 500	
RESULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	85	93	124	124	110
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	34	52	60	62	38
Dividendes attribués à chaque action	16,00	18,50	20,35	30,85	
PERSONNEL					
Effectif moyen exercice	502	350	342	342	341
Montant masse salariale exercice	17 217 139	13 185 850	12 423 850	13 026 783	13 558 536
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	9 459 731	7 827 510	7 998 017	8 433 951	9 572 095

24) PARTICIPATION

$$\text{FORMULE DE CALCUL : } P = 1/2 (B - C \times 5\%) \times (S / VA)$$

- P** = Provision pour participation
B = Bénéfice net
C = Capitaux propres
S = Salaires bruts
VA = Valeur ajoutée

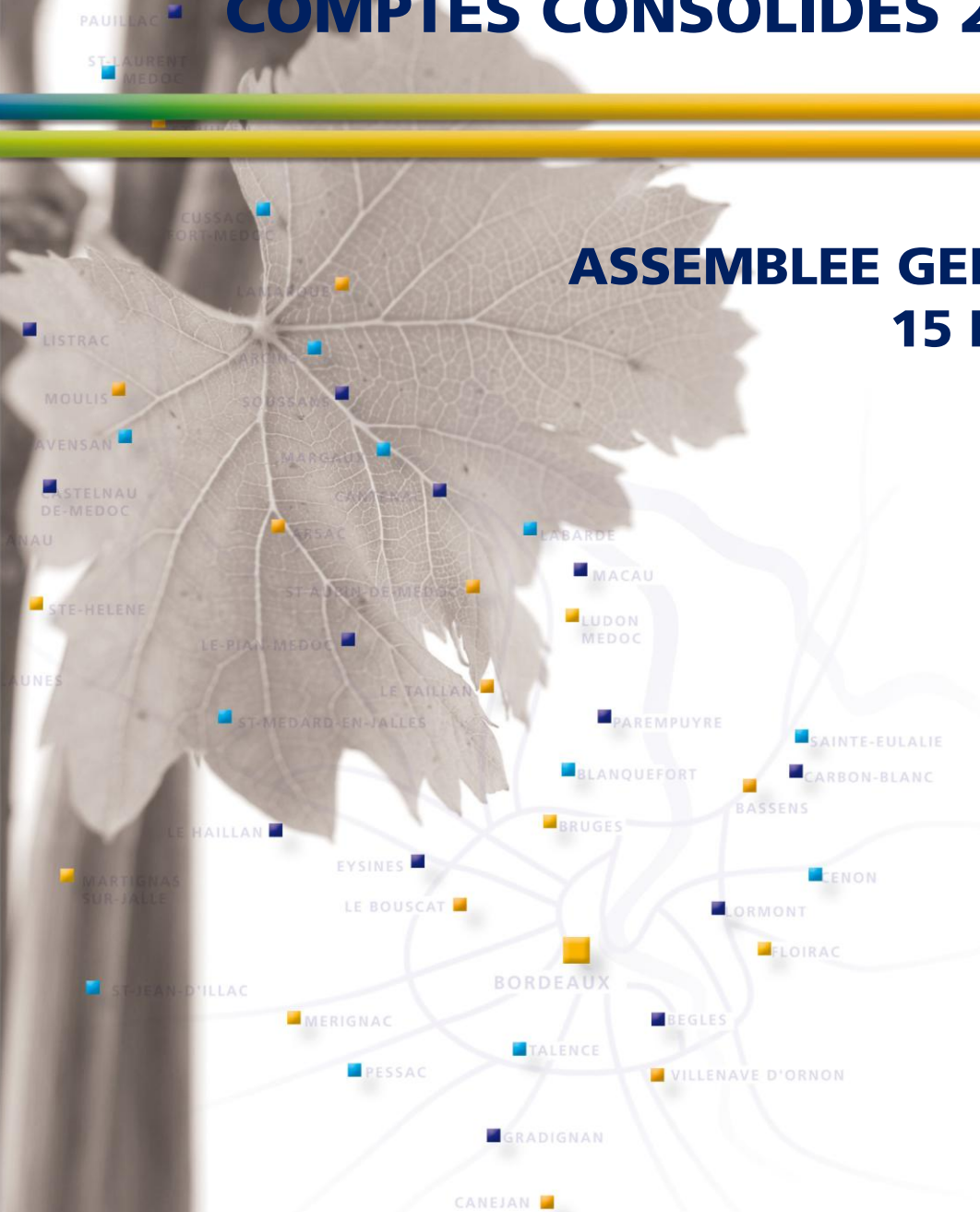
DETERMINATION DES DIVERS ELEMENTS

B	Résultat fiscal	11 737 170
C	Capitaux propres	102 211 450
S	Salaires bruts (dont avantages en nature)	18 384 538
VA	Charges de personnel	32 908 177
	+ Impôts et taxes et versements assimilés (hors T.V.A.)	2 619 882
	+ Charges financières	2 505 667
	+ Dotation de l'exercice aux amortissements	11 581 364
	+ Dotation de l'exercice aux provisions (hors dotations exceptionnelles)	8 781 378
	+ Résultat courant	13 569 859
	TOTAL VALEUR AJOUTEE	71 966 326
MONTANT DE LA PROVISION		846 416

La participation est calculée sur la base des comptes additionnés Gaz de Bordeaux plus Régaz, seuls les comptes réciproques de charges et de produits étant éliminés. La part revenant à REGAZ s'élève à 567 099 €.

RAPPORT ANNUEL GROUPE REGAZ/GAZ DE BORDEAUX COMPTES CONSOLIDES 2010-2011

ASSEMBLEE GENERALE DU 15 MARS 2012



REGAZ
BORDEAUX
Porteur d'énergie

Gaz de Bordeaux
voir loin, rester proche



TABLE DES MATIERES

NOTE LIMINAIRE	4
RESULTAT 2010 - 2011	6
I. La marge gaz	7
II. Les produits du transit	13
III. Prestations et travaux	13
IV. Production immobilisée	15
V. Achats	17
VI. Services extérieurs	18
VII. Autres services extérieurs	18
VIII. Impôts et taxes	18
IX. Frais de personnel	18
X. Autres charges de gestion courante	19
XI. Amortissements et provisions	19
XII. Résultat financier	19
XIII. Résultat Exceptionnel	19
XIV. Résultat net consolidé	20
XV. Résultat de gestion	21
XVI. Suivi budgétaire des investissements hors réseau (€)	23
BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	25
XVII. Bilan actif consolidé	26
XVIII. Bilan passif consolidé	27
XIX. Compte de résultat consolidé	28
XX. Variation des flux de trésorerie	29
ANNEXES	31
XXI. Périmètre et méthode de consolidation	32
XXII. Règles et méthodes comptables	32
XXIII. Tableau de variation du crédit bail	33
XXIV. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)	33
XXV. Preuve d'impôt	34
NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF	35
1) Immobilisations incorporelles	36
2) Immobilisations corporelles	37
Immobilisations apportées par la Ville	37
Immobilisations mises en concession par le concédant	38

Immobilisations mises en concession par le concessionnaire	38
3) Immobilisations financières	39
4) Amortissements	41
Amortissement des immobilisations mises en concession par le concédant	41
5) Stocks	42
6) Créances	43
7) Produits à recevoir	44
8) Trésorerie Nette	45
9) Comptes de régularisation	45
NOTES RELATIVES AU BILAN PASSIF	48
11) Provisions pour risques et charges	49
Provisions pensions et autres avantages au personnel	50
Les autres provisions pour charges concernent :	51
12) Emprunts et dettes financières	51
13) Autres dettes	53
14) Charges à payer	54
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	55
15) Analyse du chiffre d'affaires	56
16) Autres produits d'exploitation	56
17) Effectifs par méthodes	57
18) Charges d'exploitation	58
19) Résultat financier	59
20) Résultat exceptionnel	60
ENGAGEMENTS HORS BILAN	61
21) Primes commerciales	62
22) Engagements financiers	62
23) Fin du contrat de concession	62
24) Participation	63

NOTE LIMINAIRE

Le document qui vous est présenté comprend deux parties.

- La première porte sur le compte de résultat détaillé accompagné d'un commentaire et des réalisations d'investissements.
- La seconde est constituée des informations légales obligatoires.

RESULTAT 2010 - 2011

I. La marge gaz

La marge gaz s'entend comme la différence entre le chiffre d'affaires gaz, la CTA, les achats gaz, les coûts ATRD/ATRT/Stockage.

Elle est sensible aux données climatiques, aux mouvements du portefeuille, aux placements commerciaux et aux volumes effectifs.

1.1 Les données climatiques et tarifaires

La quantité de gaz vendue sur l'exercice 2010/2011 est de **4 572 GWh** (hors compte d'écart) pour une rigueur climatique de **1 508 DJU** (les prévisions budgétaires avaient été fixées à 4 497 GWh pour 1546 DJU).

Les coûts d'achat et les tarifs réglementés de vente ont évolué comme suit :

Date	Variation à l'achat en €/MWh	Variation à la vente en €/MWh
01/10/2010	- 3,90	- 3,90
01/01/2011	- 0,30	- 0,30
01/04/2011	+3,80	+ 3,80
01/07/2011	+ 4,41	+ 4,91

En matière tarifaire, cet exercice se caractérise par des mouvements à l'achat et à la vente identiques, à l'exception du mois de juillet 2011 qui prend en compte à la vente, outre l'application de la formule d'actualisation des coûts « matière », les variations des charges hors approvisionnement.

En effet, depuis juillet 2010 et dans le cadre du nouveau dispositif réglementaire, Gaz de Bordeaux a l'obligation, lors de son dépôt de juillet, de présenter à la DGEC l'ensemble des charges liées au tarif réglementé tarif par tarif.

Ainsi, en juillet 2011, après un travail préparatoire d'identification et de ventilation des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement, Gaz de Bordeaux a pu présenter à la CRE et au ministère :

- une demande de maintien de la formule d'actualisation tarifaire actée dans le précédent arrêté (Gaz de Bordeaux n'a pas fait évoluer sa formule d'achat réglementé entre le 1^{er} juillet 2010 et le 1^{er} juillet 2011) ;
- une proposition de barème tarifaire fondée sur :
 - une analyse précise des coûts par tarifs ;
 - une étanchéité entre chaque tarif, permettant d'éviter toute subvention croisée, calculée sans variation des primes fixes (pour les tarifs DP) ;
 - le maintien du niveau de marge raisonnable (selon la formule figurant dans le décret du 18 décembre 2009) à niveau arrêté lors du dépôt de juillet 2010.

Les propositions de Gaz de Bordeaux ayant été acceptées, le ministère a pu prendre (le 4 août 2011) un arrêté fixant le cadre général d'évolution et la formule d'actualisation des tarifs réglementés de Gaz de Bordeaux et valant pour une année. Cet arrêté a été lui-même publié le 28 septembre.

1.2 Le chiffre d'affaires gaz

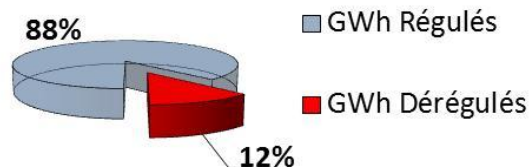
Rappel du budget : 221,2 M€
Réalisé : 215,8 M€

Il est la résultante tant des variations des données tarifaires (effet prix) que des évolutions des données climatiques et de développement commercial (effet volume).

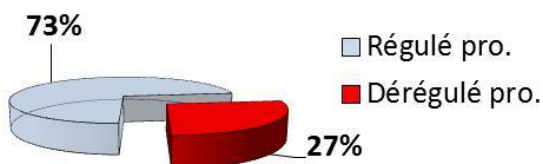
S'agissant de la REPARTITION DES QUANTITES VENDUES :

Les tarifs réglementés restent largement privilégiés par les clients, même si l'émergence des offres en prix de marché constatée l'année dernière se confirme passant de 7% à 12%.

**Répartition GWh :
REGULE / DEREGULE**

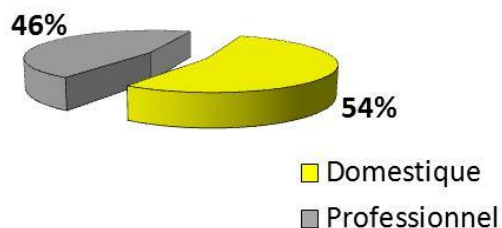


**GWh du marché professionnel :
REGULE / DEREGULE**



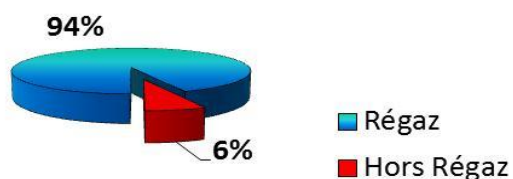
C'est évidemment sur le marché professionnel, et notamment sur le segment des clients industriels gros consommateurs, que la progression des offres de prix de marché est la plus visible, le pourcentage de volume vendu en déréglé sur le marché professionnel ayant quasiment doublé, passant de 15 à 27%.

**Répartition des GWh
en fonction des marchés**

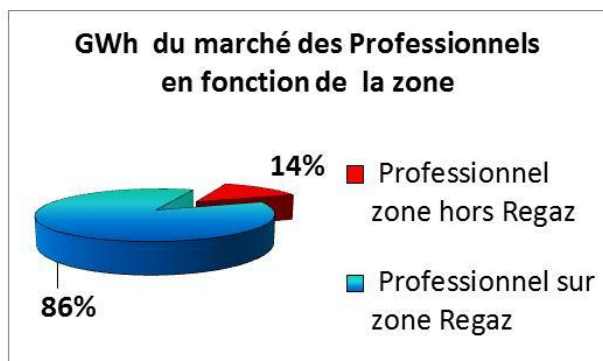


Par rapport à l'exercice précédent, la répartition des quantités vendues entre le marché résidentiel et le marché professionnel reste quasiment stable.

**Répartition des GWh
en fonction de la zone**



Enfin, il faut noter que l'exercice 2010/2011 confirme les bons résultats du développement des ventes hors territoire historique qui passe de 3% à 6% des volumes.



Ramené sur le seul marché professionnel, ce pourcentage passe à 14%

Le développement commercial de REGAZ

Il se répartit comme suit par marché :

Marché	Budget	Réel
Habitat	17,98 GWh	21,06 GWh
Professionnel	19,00 GWh	9,93 GWh
Total	36,98 GWh	30,99 GWh

MARCHE HABITAT :

L'énergie gaz naturel tire son épingle du jeu sur le marché de l'habitat avec les nouvelles réglementations thermiques et le contexte énergétique global.

En effet, le gaz naturel apporte actuellement une solution technique :

- aux contraintes réglementaires sur le neuf en se positionnant comme le complément idéal des énergies renouvelables et l'énergie du BBC.
- aux obligations de diminution des consommations d'énergie primaire dans l'ancien, segment de marché non encore réglementé.

Habitat Neuf :

Le marché des mises en chantier de logements et de maisons individuelles est en repli en 2010 par rapport à 2009 avec une amélioration simultanée de la performance gaz.

Les promoteurs privés construisant des produits pour les investisseurs, réalisent leurs opérations en Label Bâtiment Basse Consommation. Leurs clients profitent ainsi de l'avantage fiscal maximal de la loi Scellier.

Le gaz naturel sur les opérations labellisées BBC présente un avantage concurrentiel que nous avons démontré et argumenté auprès de l'ensemble des cibles décideurs prescripteurs depuis 2 ans. Grâce à ces actions, nous augmentons notre taux de performance sur cette cible de 20% à 50% portant notre résultat à 3 133 logements pour 13 GWh. A noter que 70% de ces opérations sont réalisées en BBC avec une moyenne de consommation de 4 000 kWh par logement.

Sur le marché de l'individuel, un nouveau regain d'intérêt pour le gaz naturel nous a permis d'augmenter les placements (malgré un marché en baisse) et notre taux de performance sur cette cible.

Deux raisons expliquent le fait qu'avec 10% de logements en moins, les placements commerciaux restent stables en habitat neuf :

- la structure des logements (isolation, chauffage centralisé ou non, ...)
- la variation de l'estimation des consommations des logements BBC.

Nous avons sous-estimé au départ la consommation BBC des logements.

Nous l'avons réévaluée en cours d'exercice, ce qui aura une incidence sur les commandes futures (pour mémoire GrDF compte 7 000 kWh en logement BBC collectif, Régaz retient en moyenne une valeur comprise entre 4 et 5 000 kWh).

- **Habitat Existant :**

Le marché de l'existant, cible prioritaire pour les diminutions de consommation d'énergie, commence à entreprendre la rénovation de son parc.

Ce démarrage initié par les organismes HLM nous a permis de concrétiser sur l'exercice deux projets significatifs de conversion électricité/gaz naturel :

- Résidence Val de Bourde – Villenave d'Ornon – GIRONDE HABITAT - 189 logements,
- La Virginienne – BORDEAUX - SCIC COLIGNY - 78 logements.

Ce marché sera l'un des plus porteurs pour les années à venir dans le cadre de l'amélioration thermique des bâtiments imposée par le Grenelle Environnement.

Les différentes mesures incitatives à la rénovation du patrimoine immobilier devraient favoriser la mise en œuvre de projets. Ainsi nous reconstruisons notre portefeuille d'affaires en cours via des choix énergétiques en faveur du gaz naturel. Il est à noter que la hausse du nombre de projets ne devrait pas permettre d'augmenter le niveau des placements en GWh compte tenu de la baisse des consommations unitaires.

MARCHE PROFESSIONNEL :

Le marché professionnel réalise 52% de son objectif de placements 2010/2011.

La première raison est économique avec une baisse significative de l'assiette des projets qui ne permet pas, compte tenu de nos taux de performances actuels, d'atteindre les niveaux de placements espérés.

La deuxième raison est d'ordre technique, dans un contexte environnemental difficile, il n'existe pas encore de solutions gaz éprouvées et adaptées permettant de répondre à des besoins de chaud et de froid dans des conditions économiques acceptables.

Nous conservons le projet First Solar en portefeuille pour 2,3 GWh, cependant l'arrêt de ce projet a pénalisé nos prévisions de placements.

Par ailleurs, nous notons des gains significatifs dans nos premiers dossiers en label BBC, ce qui nous permet d'espérer un nouveau positionnement plus favorable de notre énergie en bâtiment tertiaire dans le cadre de la RT 2012 : 3 projets réalisés sur l'exercice.

Compte tenu des tendances à la baisse sur le marché professionnel, la notion d'affaire exceptionnelle va voir son seuil abaissé de 5 à 3 GWh (30% de l'objectif annuel).

Le développement commercial de GAZ DE BORDEAUX

Il est cohérent avec le budget sur le territoire historique et **en forte progression sur le hors territoire.**

Marché	Budget	Réel
Habitat	14 GWh	12 GWh
Professionnel	16 GWh	19 GWh
Grands Comptes	49 GWh	140 GWh
Total	79 GWh	171 GWh

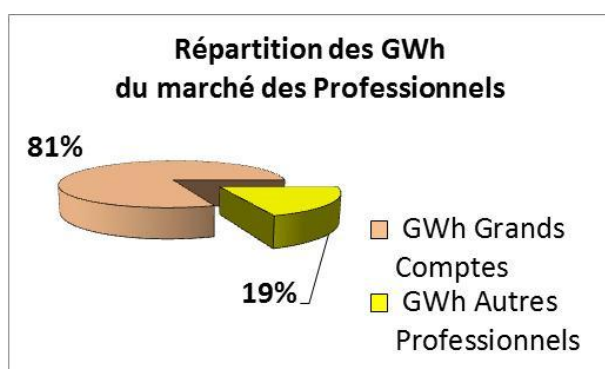
MARCHE HABITAT :

Les placements sur le marché habitat totalisent 12 GWh pour 1 102 logements et un objectif budgétaire de 14 GWh et 1 287 logements. L'écart s'explique par un décalage dans la livraison de plusieurs résidences neuves sur les derniers mois de cet exercice.

Sur ce segment, les changements de fournisseurs gaz restent toujours marginaux (seulement 7 changements enregistrés), Gaz de Bordeaux souffrant plus de la concurrence de l'énergie électrique que de celle d'autres fournisseurs.

MARCHE PROFESSIONNEL ET GRANDS COMPTES :

Au sein du marché professionnel, le segment grands comptes (clients dont la consommation annuelle excède 5 GWh) représente plus de 80% des quantités vendues.



- **Marché Professionnel**

Les placements sur ce secteur ont dépassé l'objectif budgétaire (19 GWh placés pour une prévision de 16 GWh). Cela traduit les efforts de l'entreprise en matière de reconquête de clients (près de 5 GWh) et les premiers placements hors territoire sur ce segment de marché (près de 2 GWh), notamment pour des décideurs locaux ayant un développement de leurs activités sur le département de la Gironde.

Le volume de pertes sur le marché professionnel est resté limité à 2,9 GWh sur l'exercice, au bénéfice essentiel d'Altergaz pour 7 PCE mais aussi d'Alvéa (TEGAZ) sur la fin de l'exercice pour 2 PCE.

- **Marché Grands Comptes**

Il s'agit de la partie de clientèle la plus sensible à la concurrence.

Le nombre de fournisseurs concurrents ayant souscrit un contrat d'acheminement sur la zone REGAZ a doublé durant l'exercice.

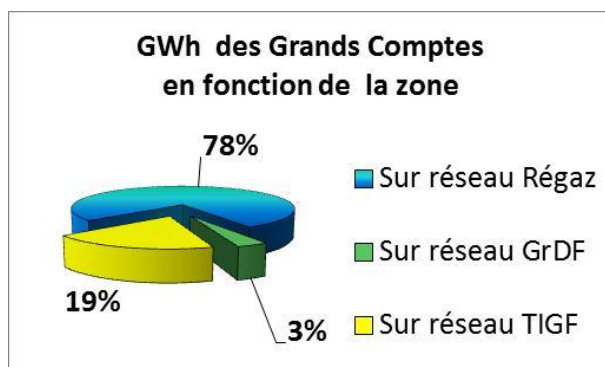
L'effort commercial a été porté sur :

- La reconquête de clients perdus (ELIS, Lycées...)
- La conquête de clients hors réseau REGAZ (Rive Droite Environnement, Lycées...)
- La limitation des pertes à la concurrence (ASTRIA, Snecma Propulsion Solide, Haut l'Evêque...)

A titre d'exemple dans le cadre de la consultation du Conseil Régional pour le renouvellement des contrats d'exploitation des lycées, Gaz de Bordeaux qui avait perdu face à ALTERGAZ la fourniture de la moitié des lycées situées sur zone REGAZ, les a reconquis en totalité, a fidélisé l'autre moitié et a gagné hors territoire 38 lycées sur toute l'Aquitaine.

Au total, le bilan des placements sur ce segment s'établit à 140 GWh.

La répartition par réseau (REGAZ/GrDF/TIGF) des volumes contractuels Grands Comptes s'établit ainsi :



Durant cet exercice Gaz de Bordeaux a limité ses pertes à la concurrence pour près de 84 GWh.

La balance gain/perte est donc largement en faveur de Gaz de Bordeaux sur cet exercice.

1.3 Les achats de gaz

Rappel du budget : 140,5 M€
Réalisé : 137,5 M€

Les achats gaz sont inférieurs en valeur à la prévision budgétaire, principalement en raison du basculement de volumes prévus au budget en usage domestique vers des usages professionnels (territoire et hors territoire).

1.4 La marge gaz

Rappel du budget : 80,7 M€
Réalisé : 78,3 M€

Cette diminution de la marge gaz entre le réalisé et l'attendu a plusieurs explications.

→ Avenant Altergaz (- 820 K€)

Le budget 2010/2011 ainsi que le dépôt tarifaire de juillet 2010, prenaient en compte la résolution en notre faveur des négociations relatives à la régularisation d'un avenant avec Altergaz concernant la répercussion des coûts de stockage.

A ce jour, la situation n'est pas réglée et les règles comptables obligent à constater les montants facturés sans préjuger de l'issue des discussions.

→ Effet « volumes » sur la couverture des charges fixes (- 303 K€) :

Même si les volumes globaux sont conformes au budget, leur répartition est très différente des hypothèses budgétaires.

Hypothèses budgétaires :

Consommation moyenne budget 2010-2011 pour un client 305 = **17,12 MWh**

Point de sortie :

Consommation réelle moyenne 2010-2011 pour un client 305 = **15,07 MWh**

Construction du tarif 305 par variabilisation d'une partie des charges fixes :

Charges fixes non répercutées dans l'abonnement = 2 €/client

Valorisation de l'écart sur la couverture des charges fixes :

Nombre de clients en 305 sur 2010/2011 = 151 540

Impact sur la marge gaz = - 303 K€ (151 540 x 2€)

→ **Les autres effets** étant les conséquences de passages en dérégulé (-285 k€), de diminution des volumes domestiques (-3 117 k€), d'augmentation des volumes professionnels (+1 541 k€), de rattrapage de différentiel tarifaire concernant les agents IEG (+131 k€), et de biais (+449 k€).

II. Les produits du transit

Rappel du budget : 1,4 M€

Réalisé : 0,8 M€

III. Prestations et travaux

Rappel du budget : 11,8 M€

Réalisé : 10,4 M€

En plus des **FACTURATIONS CATALOGUES ET PRESTATIONS DE TRAVAUX REALISEES PAR REGAZ** pour 2,7 M€, ce poste couvre le service après-vente à la clientèle, les ventes d'installations et les travaux réalisés par Gaz de Bordeaux pour 6,8 M€ et 0,9 M€ de facturations diverses à la clientèle.

Le chiffre d'affaire de l'activité **PRESTATIONS TECHNIQUES A LA CLIENTELE DE GAZ DE BORDEAUX** à la fin de l'exercice 2010/2011 est de 6,8 M€ (6,4 M€ travaux + 0,2 M€ géothermie + 0,2 M€ photovoltaïque, soit 75 % de l'objectif budgétaire.

Ce repli de 25% est imputable à un volume d'affaires traitées inférieur aux objectifs (réalisation des contrats de maintenance -10%, remplacements d'appareils -16%, chantiers professionnels -25%)

Le taux de marge contributive quant à lui (CA – achats – sous-traitance technique) est de 43,2% contre 47,8% prévus au budget.

- Activité chantiers auprès de la clientèle domestique

Si ce secteur d'activité enregistre des résultats en volume inférieurs de 16% aux objectifs, le chiffre d'affaire est quant à lui en repli de 37%.

Cette évolution résulte d'une baisse du panier moyen des affaires gagnées (-21% soit 2360 € contre 3000 € prévus au budget).

A l'issue du premier semestre de l'exercice et face au constat d'un retard pris dans l'atteinte de nos objectifs, nous avons bâti des offres « low cost » incitant nos clients à accélérer leur décision de réalisation des travaux envisagés.

Ces offres, si elles respectent le taux de marge contributive prévu au budget n'ont pas permis d'atteindre le niveau de CA et de marge prévus. Toutefois, elles ont permis, à la fois d'assainir le parc que nous maintenons (ce qui devrait avoir, à terme, un impact sur notre taux de dépannage), et de mettre à la disposition des techniciens d'intervention une offre commerciale compétitive ; de fait, leur part dans la réalisation des objectifs de remplacement d'appareils est passée entre 2010 et 2011 de 15% (126 devis signés) à 24% (248).

L'activité photovoltaïque a, quant à elle, souffert de la baisse annoncée des prix de rachat de l'électricité ainsi que de la révision des mesures fiscales d'accompagnement de ce type de travaux (15 ventes pour un prévisionnel de 30 et 240 k€ pour un objectif de 480 k€).

- **Maintenance des installations domestiques**

A la fin de l'exercice, 22 964 contrats sont en portefeuille, ce qui représente une progression de 4 % par rapport à l'exercice précédent.

Le réalisé à 2 570 k€ représente 84 % de l'objectif budgétaire.

66% des 36 652 interventions ont été réalisées par les équipes de Gaz de Bordeaux (le solde étant sous-traité).

Par rapport à l'exercice précédent, une nette progression (67 %) des prestations hors contrat (petits travaux de plomberie) a été constatée. Celles-ci passent de 170 à 267 k€, grâce à la mise en place d'une gestion spécifique de ce genre de demande génératrice de marge.

Les choix opérés en termes de logistique sur cette activité (attribution de portefeuilles de clients répartis sur des zones à forte densité de contrats à des groupes de 2 ou 3 techniciens) ont permis d'optimiser la gestion du portefeuille clients et d'améliorer la productivité tout en responsabilisant les techniciens sur la gestion de leur parc de contrats.

- **Maintenance et travaux dans l'habitat collectif**

Le résultat sur ce marché atteint 84% de l'objectif ; s'il est conforme en termes d'activité de maintenance, il en va différemment des travaux induits. En effet, une évolution réglementaire impose aux donneurs d'ordre de mettre en concurrence de façon systématique les titulaires de contrat pour toute opération de remplacement d'appareils. Nos propositions n'ont que rarement été retenues, les conditions financières dans lesquelles ces marchés ont été remportés étant bien inférieures à nos critères de rentabilité.

- **Maintenance et réalisation d'installations professionnelles**

Le chiffre d'affaires réalisé atteint 73% de l'objectif ; malgré un maintien du portefeuille de contrats, l'activité chantiers n'est pas à la hauteur du potentiel, même si des travaux inédits (DSC) sont, pour partie venus conforter le résultat, avec une marge brute de 15%.

Les chantiers d'envergure (100 à 200 k€) étant soumis à une très forte concurrence avec une pression importante sur les prix, il conviendra, sur l'exercice à venir de se concentrer sur des projets situés entre 20 et 50 k€ afin de pouvoir développer et conforter le modèle énergie et services de Gaz de Bordeaux sur ce marché.

- Géothermie

La baisse du Chiffre d'affaires est principalement due à la une diminution des consommations (piscine Galin, ...) à l'abandon de certains projets (école A. France) et à quelques aléas techniques sur le réseau (préfecture).

Synthèse de l'activité Travaux & Services de GDB (hors géothermie)

Cette activité ne présente pas un résultat équilibré, la faiblesse de la marge contributive (+ 994 K€) ne permet pas de couvrir les charges directes (frais de personnel non « productif ») et de ce fait, la marge brute est négative (- 459 K€).

Les frais de gestion et de structure (coûts commerciaux, coûts marketing, coûts supports, loyer immeubles, frais de véhicules, ...), s'établissent à 3 190 K€ portant la marge nette à - 3 650 K€

Dans le futur des efforts se devront d'être faits pour :

- Développer les ventes afin d'absorber les coûts directs et de ce fait améliorer la marge brute.
- Réduire les frais de gestion et de structure pour atteindre un niveau raisonnable de marge nette, et ce en prenant en compte que cette activité véhicule une image positive de Gaz de Bordeaux auprès de la clientèle, fidélisant ainsi cette dernière à la fourniture du gaz par GDB.

IV. Production immobilisée

Rappel du budget : 19,1 M€
Réalisé : 12,8 M€

	Réalisé	Budget
Investissements réseau :	11,6 M€	14,2 M€
Investissements logiciels :	1,2 M€	4,9 M€

1.1. Les Investissements réseau

L'exercice 2010/2011 a été marqué par la poursuite du programme d'élimination des fontes « Graphite Sphéroïdal 1^{ère} génération », le démarrage retardé de la 3^{ème} phase du tramway et le prolongement du programme d'ilotage suite à l'incident du 20 mai 2011. Dans le cadre de la réalisation du projet SIG-RGE, 865 k€ ont été investis sur cet exercice ; ce projet devrait aboutir fin 2013.

Le montant global des investissements prévu sur l'exercice était de 14 193 k€. Le réalisé à fin septembre est en retrait de 18 %. Les investissements réalisés portent sur :

DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION (1,4 M€)

Extensions commerciales

A la fin de l'exercice 15 000 ml de canalisation et 1 050 PCE ont été réalisés pour un montant global de 1 399 k€, soit un prix moyen de 87,5 €/ml conforme au montant budgété. L'investissement, net des participations clients se monte, à 939 k€.

Les prévisions étaient de 14 230 ml et 1 170 PCE pour 1,3 M€.

Densification

Les prévisions budgétaires étaient de 615 PCE pour un montant global de 714 k€. Nous avons réalisé à fin exercice 704 PCE pour un montant de 693 k€. Ce résultat permet de rattraper une partie du retard de l'année dernière. L'investissement, net des participations clients, se monte à 495 k€.

QUALITE DE LA FOURNITURE ET EXPLOITATION COURANTE (9,4 M€)

Elimination des réseaux Fontes : 6,3 M€

Sur cette ligne budgétaire, il était prévu d'éliminer 20 Km de réseau fontes pour un montant de 6 654 k€.

20,5 km de canalisations ont été éliminés pour un montant de 6 254 k€.

Le montant dépensé sur cette activité est inférieur au montant budgété en raison de la réalisation de certaines opérations en coordination avec les travaux de voirie.

Tramway : 1,1 M€

En raison des retards du projet Tramway Phase 3, les travaux de déplacement ont débuté avec un décalage de 3 mois sur le planning initial. De ce fait, les investissements réalisés sur cet exercice sont en deçà des prévisions budgétaires. 2 730 ml de réseaux ont été déplacés pour un montant de 1 027 k€ (budget 1 859 k€).

Changements de compteurs/détendeurs : 0,7 M€

Le budget 2011 VPE a été défini à 412 k€, le réalisé est de 525 k€

L'écart provient essentiellement de la réduction du délai de dépose des compteurs sur les PCE non rattachés à un contrat de livraison, avec pour objectif de renforcer la sécurité concernant les installations gaz inactives. Par ailleurs une hausse significative du nombre de demande de dépose de compteur pour cause de non-paiement, de la part des fournisseurs de gaz, a été enregistrée sur cet exercice.

Le budget 2011 pour le changement des détendeurs a été défini à 204 k€, le réel est de 197 k€.

Cet écart provient d'un nombre de détendeurs changés (2 300) en deçà de l'objectif (3 000). Ceci est dû à une activité de sécurité soutenue et à la prise en compte de multiples activités de sécurité préventive : vérification des vannes, actions ponctuelles de changement de matériels défectueux, contrôles de terrain pour validation des bases de données, incidents réseau (Coutras et Bordeaux).

Renouvellement sur programme de tiers : 0,3 M€

Cette activité dépend exclusivement des demandes de tiers et n'est pas planifiable sur un horizon supérieur à 2 mois.

Par ailleurs le faible nombre de demandes reçues sur l'exercice a pu être traité dans le cadre des chantiers de renouvellement de canalisations, ce qui se traduit par l'absence de dépense sur cette ligne d'investissements (budget 182 k€).

A compter de 2012 cette ligne d'investissements sera réduite de 90%.

Îlotage réseau BP : 0,2 M€

Pour ce qui concerne l'îlotage du réseau BP, 5 postes étaient prévus sur ce budget.

A fin d'exercice 5 postes ont été posés (Treuil, Liberté, Lecocq, Entre deux-mers, Mouneyra). Le montant budgété était de 214 k€ pour un montant réalisé de 242 k€.

Modernisation immeubles anciens : 0,2 M€

Le projet de sécurisation des immeubles collectifs anciens sur Bordeaux a pour objectif d'éliminer la totalité des ouvrages en plomb situés à l'intérieur du bâti, ainsi que les nourrices de distribution en plomb à l'extérieur, à l'horizon 2013.

Cette année, 200 installations ont fait l'objet de travaux pour un objectif initial de 290 installations. A fin d'exercice, il devrait rester 500 immeubles à traiter, l'organisation de ces travaux devra être adaptée pour atteindre l'objectif fixé dans le cadre du schéma directeur.

Renforcement et maillage technique : 0,07 M€

Le projet de renouvellement de l'acier des boulevards est interrompu pour le moment en raison de l'attente de coordination de travaux dans le cadre de la 3^e phase du tramway d'une part et d'autre part de la finalisation du projet de l'aménagement de la place Latule. Ce retard est sans incidence sur les investissements car ce décalage avait été anticipé en phase budgétaire.

Par ailleurs, le retard pris dans les études de l'aménagement des bassins à flot a entraîné la non réalisation du chantier de renforcement du réseau primaire cours Lucien Faure à Bordeaux (budget 400 k€). Compte tenu du manque de visibilité actuel sur ce chantier, ce renforcement n'est pas budgété sur le prochain exercice.

Protection des branchements existants : 0,06 M€

Cette nouvelle activité a été industrialisée en 2010 au niveau national, Régaz s'est engagé sur un programme de 4 ans auprès de la DREAL. Les périodes de formation du personnel et de négociation de l'approvisionnement de ces nouveaux matériels ont entraîné des décalages dans le lancement des premiers chantiers. Sur les 500 chantiers prévus (198 k€), 157 ont été réalisés sur cet exercice (56 k€). Le retard au démarrage sera absorbé sur les prochains exercices de façon à respecter le planning validé par la DREAL.

Divers : 0,4 M€

Sont regroupés ici les investissements sur les postes, la protection cathodique, la télé-relève et la télé-exploitation.

AUTRES INVESTISSEMENTS (0,8 M€)

Ce poste couvre la numérisation des plans, dont le réalisé est conforme aux prévisions budgétaires.

1.2. Les Investissements Logiciels

Le budget de 4,9 M€ a été réalisé à hauteur de 2,4 M€ sur les postes suivants :

- la production immobilisée se monte à 1,2 M€,
- 1,2 M€ ont été immobilisés directement.

L'écart de 2,5 M€ par rapport au budget s'explique principalement par la suspension de la mise en place du PGI (Progiciel de Gestion Intégrée) suite à une remise en question de l'intégrateur.

V. Achats

Rappel du budget : 7,9 M€
Réalisé : 6,6 M€

VI. Services extérieurs

Rappel du budget : 25,6 M€
Réalisé : 21,1 M€

	Réalisé	Budget
Sous-traitances techniques :	15,2 M€	19,4 M€
Loyers :	3,1 M€	3,5 M€
Entretiens :	1,5 M€	1,2 M€
Assurances :	0,4 M€	0,5 M€
Maintenances :	0,4 M€	0,6 M€
Etudes et recherches :	0,1 M€	0,1 M€
Divers (documentation, travaux administratifs) :	0,4 M€	0,3 M€

La production immobilisée réalisée par REGAZ ayant été plus faible que prévu, les charges afférentes de sous-traitance technique sont également en recul au regard du budget.

VII. Autres services extérieurs

Rappel du budget : 5,0 M€
Réalisé : 4,8 M€

	Réalisé	Budget
Intérim :	0,7 M€	0,7 M€
Honoraires :	1,6 M€	1,2 M€
Communication :	0,4 M€	1,0 M€
Frais de téléphone et courrier :	1,0 M€	1,0 M€
Frais bancaires :	0,3 M€	0,3 M€
Divers :	0,8 M€	0,8 M€

VIII. Impôts et taxes

Rappel du budget : 1,8 M€
Réalisé : 2,1 M€

Ce poste couvre essentiellement la contribution économique territoriale (ancienne taxe professionnelle).

IX. Frais de personnel

Rappel du budget : 32,1 M€
Réalisé : 32,5 M€

Ce poste comprend 567 k€ de frais non budgétés et primes en lien avec l'incident du 20 mai.

X. Autres charges de gestion courante

Rappel du budget : 3,3 M€
Réalisé : 4,8 M€

	Réalisé	Budget
Redevance réseau :	2,1 M€	2,1 M€
en application des articles 51-1, 51-2, 51-3 de la Convention d'Exploitation		
Primes commerciales :	0,5 M€	0,7 M€
Certificats d'économie d'énergie :	1,0 M€	- M€
Créances irrécouvrables :	1,2 M€	0,5 M€

Les achats de certificats d'énergie étaient prévus en investissements, les amortissements annuels couvrant la charge de nos obligations. Nos obligations ont été multipliées par 5, ils sont dorénavant comptabilisés dans ce poste.

XI. Amortissements et provisions

Rappel du budget : 14,2 M€
Réalisé : 16,8 M€

L'accroissement de charges vient des provisions pour retraites. Dans un premier temps, les calculs fournis par la CNIEG postérieurement au budget ont entraîné une augmentation liée à la réforme des retraites de 1,8 M€. Dans un second temps, les comptes au 30/09/2011 intègrent l'extension de charges existante entre la date de calcul des engagements par la CNIEG (31/12/2010) et la date de clôture de nos comptes annuels (30/09/2011) pour un impact de 1 M€.

XII. Résultat financier

Rappel du budget : -1,1 M€
Réalisé : -0,4 M€

Le résultat se compose d'une charge de 1,8 M€ d'intérêts sur emprunts, de divers produits financiers.

XIII. Résultat Exceptionnel

Rappel du budget : -0,8 M€
Réalisé : -0,5 M€

Les composantes essentielles de ce poste sont les dotations des amortissements dérogatoires (0,7 M€), les charges nettes de cession d'immobilisation (0,4 M€) et des produits divers (0,6 M€) relatifs aux dégrèvements d'impôts et rentrées exceptionnelles sur fournisseurs.

XIV. Résultat net consolidé

Impôt sur les sociétés : 5,9 M€ par application des taux.

Participation : 0,8 M€ par application de la formule légale sur des données cumulées REGAZ+GDB.

Résultat net additionné (GDB+MIXENER+REGAZ) : 6,0 M€

Après les **écritures** spécifiques de **consolidation** le résultat se décompose comme suit :

Résultat net consolidé : 6,56 M€

Part minoritaires : 0,03 M€

PART DU GROUPE : 6,53 M€

XV. Résultat de gestion

EN MILLIERS D'EUROS	BUDGET 2010/2011 1546 DJU	REEL 2010/2011 1508 DJU
VENTES GAZ	221 199	215 817
ACHATS	140 514	137 478
MARGE COMMERCIALE GAZ	80 685	78 339
PRESTATIONS ET TRAVAUX	11 809	10 153
ATRD	1 398	804
PRODUCTION IMMOBILISEE	19 135	12 850
PRODUCTION	113 027	102 146
ACHATS ET CONSOMMABLES	7 097	5 845
CARBURANTS	190	211
FOURNITURES DE BUREAU	184	221
EAU ENERGIE	410	304
TOTAL ACHATS	7 881	6 581
SOUS TRAITANCE TECHNIQUE ET INV,	19 405	15 188
TRAVAUX ADMINISTRATIFS ET DIVERS	178	355
LOYER IMMEUBLES PARKINGS	1 904	1 872
LOCATIONS AUTRES	1 589	1 195
ENTRETIENS	1 218	1 480
ASSURANCES	453	397
MAINTENANCE	630	431
ETUDES ET RECHERCHES	140	86
DOCS ET DIVERS	125	102
TOTAL SERVICES EXTERIEURS	25 642	21 106
INTERIM	720	751
HONORAIRES	1 413	1 630
FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	251	264
COMMUNICATION	1 010	364
COTISATIONS ET DIVERS	130	103
FRAIS DE PTT	953	966
FRAIS DE DEPLACEMENT	299	350
SERVICES BANCAIRES	315	331
TOTAL AUTRES SERV. EXTERIEURS	5 091	4 759
VALEUR AJOUTEE	74 413	69 700
TAXE PROFESSIONNELLE	950	1 350
DIVERS	832	707
TOTAL IMPOTS ET TAXES	1 782	2 057

EN MILLIERS D'EUROS	BUDGET 2010/2011 1546 DJU	REEL 2010/2011 1508 DJU
REMUNERATIONS	18 799	18 714
CHARGES	13 226	14 246
CONGES PAYES	306	255
INTERESSEMENT	980	875
TAXES SUR SALAIRES	552	523
REMBOURSEMENT IVD ET IFC	-1 733	-2 088
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	32 129	32 525
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	40 502	35 118
REDEVANCES	2 060	2 121
PRIMES COMMERCIALES ET CEE	675	1 453
CREANCES IRRECOUVRABLES	550	1 198
DIVERS		-8
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 285	4 764
AMORTISSEMENTS	11 146	11 581
PROVISIONS DEPRECIATIONS	1 154	75
AUTRES PROVISIONS ET REPRISES	1 920	5 024
TOTAL DOTS AMORTIS PROVS	14 220	16 680
RESULTAT D'EXPLOITATION	22 997	13 674
RESULTAT FINANCIER	-1 143	-442
RESULTAT COURANT	21 854	13 232
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-849	-464
RESULTAT AVANT IS	21 005	12 768
IMPOT SOCIETES	7 579	5 921
PARTICIPATION	1 478	846
RESULTAT NET COMPTABLE	11 948	6 000
ECART DE CONSOLIDATION		562
RESULTAT CONSOLIDE		6 562
PART DES MINORITAIRES		32
RESULTAT NET PART DU GROUPE		6 530

XVI. Suivi budgétaire des investissements hors réseau (€)

LIBELLE	MONTANT DU BUDGET	MONTANT COMMANDES ET FACTURES	% REALISE
Véhicules	240 500	57 779	24%
Aménagement véhicules	0	50 700	
Mobilier et Matériel de bureau	81 800	34 040	42%
Matériel et outillage	211 980	126 647	60%
Géothermie	1 009 000	65 670	7%
Photovoltaïque	2 974 000	0	
Aménag.,Instal.,Agenc.	103 567	290 138	280%
Matériel informatique	0	34 783	
Logiciel informatique	1 839 000	597 162	32%
Matériel transmission	5 000	2 313	46%
TOTAL	6 464 847	1 259 232	19%

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

XVII. Bilan actif consolidé

	Notes	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
ACTIF IMMOBILISE			
Ecart d'acquisition			
Amortissements			
Net			
Immobilisations incorporelles	1	88 578 135	87 038 535
Amortissements et provisions	4	61 006 523	56 922 020
Net		27 571 612	30 116 515
Immobilisations corporelles	2	194 518 765	184 120 207
Amortissements et provisions	4	72 393 867	66 839 374
Net		122 124 898	117 280 833
Immobilisations financières	3	1 544 729	1 328 121
Provisions	3	82 222	82 222
Net		1 462 507	1 245 899
Titres mis en équivalence			
Total de l'Actif Immobilisé		151 159 017	148 643 247
ACTIF CIRCULANT			
Stocks et en-cours	5	5 512 910	1 785 178
Créances clients et avances versées	6	62 684 048	64 604 426
Autres créances	6	10 300 636	9 320 248
Impôts différés actifs	10	5 084 930	3 941 112
Compte de régularisation	9	1 456 487	173 984
Valeurs mobilières de placement	8	50 803 715	9 750 499
Disponibilités & Instruments de trésorerie	8	1 919 788	39 518 027
Total de l'Actif Circulant		137 762 514	129 093 474
Activités cédées actif			
TOTAL DE L'ACTIF		288 921 531	277 736 721

Créances clients : dont avances et acomptes : 43 340 € au 30/09/11 et 228 134 € au 30/09/10.

XVIII. Bilan passif consolidé

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
CAPITAUX PROPRES			
Capital		38 000 000	38 000 000
Primes			
Réserves		57 577 174	47 346 905
Ecarts de conversion			
Résultat net		6 530 348	16 091 776
Provisions réglementées			
Subventions d'investissement		350 142	385 156
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		102 457 664	101 823 837
Intérêts minoritaires		10 973 009	10 872 973
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		113 430 673	112 696 810
Autres Fonds Propres			
Provisions	11	32 991 847	27 861 199
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>			
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>			
<i>Dont prov. pr impôts différés</i>	10	249 490	
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>		29 647 406	24 641 798
DETTES			
Emprunts obligataires			
Autres emprunts et dettes financières	12	58 154 848	54 978 345
Concours bancaires - instru. financiers passifs	8-12	563 948	911 338
Dettes fournisseurs et avances reçues	13	63 487 790	58 821 882
Autres dettes	13	20 028 017	22 224 656
Comptes de régularisation	9	264 408	242 491
Activités cédés passif			
TOTAL DU PASSIF		288 921 531	277 736 721

Dettes fournisseurs : dont avances et acomptes reçus : 44 971 773 € au 30/09/11 et 40 911 093 € au 30/09/10.

XIX. Compte de résultat consolidé

	Notes	Valeurs Nettes N	Valeurs Nettes N-1
Produits d'exploitation		243 440 437	249 693 638
Chiffre d'affaires	15	226 839 622	231 753 558
Autres produits d'exploitation	16	16 600 815	17 940 080
Charges d'exploitation	18	230 726 237	226 423 208
Achats et variation de stock		145 332 087	145 416 791
Impôts, taxes et versements assimilés		2 619 907	2 375 160
Charges de personnel	17	31 840 969	31 180 543
Dotations aux amortissements		20 373 515	17 636 564
Autres charges d'exploitation		30 559 759	29 814 150
RESULTAT D'EXPLOITATION		12 714 200	23 270 430
Produits sur opérations en commun			
Charges sur opérations en commun			
Produits financiers		950 890	1 482 289
Charges financières		1 861 955	2 176 093
RESULTAT FINANCIER	19	-911 065	-693 804
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		11 803 135	22 576 626
RESULTAT EXCEPTIONNEL	20	818 311	2 989 678
Impôts sur les bénéfices		5 921 154	8 067 382
Impôts différés		138 424	334 983
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGrees		6 561 868	17 163 939
Quote-part dans les résultats des sociétés ME			
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition			
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		6 561 868	17 163 939
Intérêts minoritaires		31 520	1 072 163
RESULTAT NET		6 530 348	16 091 776

XX. Variation des flux de trésorerie

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	6 530 348	16 091 776
Part des minoritaires dans le résultat sociétés intégrées	31 520	1 072 163
Quote-part dans résultat sociétés en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
<i>Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>		
Dérive de résultat + Résultat de dilution		
Dotations aux Amortissements et provisions	19 217 910	15 826 099
Reprises des Amortissements et provisions	-2 739 325	-4 194 650
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		
Plus et moins values de cession	418 172	291 450
Impôts différés	138 424	334 983
Subventions virées au résultat	-35 014	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	23 562 035	29 421 821
Variation des frais financiers	-14 793	-9 653
Variation nette exploitation	2 047 807	-11 089 235
Var° de stock	-3 727 732	-322 511
Transferts de charges à répartir		
Var° des Créances d'exploit°	2 498 421	912 788
Var° des Dettes d'exploit°	3 277 118	-11 679 512
Variation nette hors exploitation	-4 595 403	10 171 644
Var° des créances hors exploitation	-1 551 494	12 390 810
Var° des dettes hors exploitation	-1 710 105	1 565 869
Comptes de liaison	-1 032 752	-3 946 059
Charges et produits constatés d'avance	-301 052	161 024
Pertes & gains de change		
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 562 389	-927 244
Flux net de trésorerie généré par l'activité	20 999 646	28 494 577
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaist / acquisition immos incorporelles	-2 628 095	-2 875 472
Décaist / acquisition immos corporelles	-11 777 561	-13 968 914
Encaist / cession d'immos corp et incorp	26 680	265 552
Subventions d'investissement encaissées		
Décaist / acquisition immos financières	-322 135	-218 103
Encaist / cession immos financières	105 527	63 386
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		-399 960
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-14 595 584	-17 133 511
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports	326 085	
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-5 861 500	-3 866 500
Dividendes versés aux minoritaires	-257 576	-257 576
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	12 028 993	6 000 000
Remboursement d'emprunts	-8 837 697	-9 218 227
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 601 695	-7 342 303
VARIATION DE TRESORERIE	3 802 367	4 018 763
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	48 357 188	44 338 425
Reclassement de trésorerie		
TRESORERIE A LA CLOTURE	52 159 555	48 357 188

ANNEXES

XXI. Périmètre et méthode de consolidation

La création de la filiale GAZ DE BORDEAUX a donné naissance au GROUPE GAZ DE BORDEAUX et a conduit à la présentation de comptes consolidés à partir du 30 septembre 2008.

Le périmètre de consolidation est constitué des sociétés REGAZ, GAZ DE BORDEAUX (dont REGAZ détient 66% du capital), MIXENER dont REGAZ détient 100% des titres, et GNV DE BORDEAUX (dont GAZ DE BORDEAUX détient 51% de participation). Compte tenu des liens de dépendance, elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les intérêts minoritaires sont composés par les sociétés ALTERGAZ/ENI (actionnaires de GAZ DE BORDEAUX) et GNVert, filiale de GDF SUEZ (actionnaire de GNV DE BORDEAUX).

XXII. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les éléments des activités ordinaires même exceptionnelles par leur fréquence ou leur montant ont été laissés en résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

D'où la définition du résultat exceptionnel :

Ce sont des charges ou produits d'un montant significatif par rapport au résultat et qui sont :

* inhabituels : fort degré d'anomalie par rapport aux activités normales de l'entreprise et à son environnement.

* d'une survenance exceptionnelle : forte probabilité de ne pas survenir à nouveau compte tenu de l'environnement de l'entreprise.

Cette définition rend donc extrêmement rare l'utilisation des comptes exceptionnels.

Toutefois, de par leur classement comptable, les cessions d'immobilisations figurent dans le résultat exceptionnel.

La production immobilisée est évaluée au coût de production. En matière informatique, seules les créations de logiciels sont immobilisées et amorties fiscalement en totalité.

En matière de consolidation le référentiel choisi est la règle Française, en particulier le règlement 99-02 applicable par les sociétés non cotées n'ayant pas opté pour la norme IFRS.

Les comptes inter-sociétés sont éliminés.

Les accroissements et allègements futurs d'impôts sont constatés.

Les amortissements dérogatoires sont éliminés.

XXIII. Tableau de variation du crédit bail

Le crédit-bail n'est pas retraité. Toutefois, à titre d'information les montants relatifs aux crédits-baux concernant l'immeuble 6 place Ravezies sont les suivants :

	30/09/2011	30/09/2010
Emprunt correspondant valeur bien	9 013 476	9 013 476
Échéances capital	4 423 741	3 607 551
CAPITAL RESTANT DU	4 589 735	5 405 925
Valeur bien	9 013 476	9 013 476
Amortissement	2 111 745	1 759 788
VALEUR NETTE COMPTABLE DU BIEN	6 901 731	7 253 688
Échéances totales du crédit-bail périodes	5 883 155	4 970 986
Frais financiers totaux périodes	1 459 414	1 363 435
Capital total périodes	4 423 741	3 607 551

XXIV. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du groupe)

	CAPITAL	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT	AUTRES	TOTAL
SITUATION 30/09/10	38 000 000	47 346 905	16 091 776	385 156	101 823 837
<u>Mouvements 09/10</u>					
- Affectation résultat 09/10		16 091 776	-16 091 776	-35 014	-35 014
- Résultat 10/11			6 530 348		6 530 348
- Distribution de dividendes		-5 861 507			-5 861 507
<u>Prime d'émission</u>					
SITUATION 30/09/10	38 000 000	57 577 174	6 530 348	350 142	102 457 664

L'impôt sur les sociétés relatif aux passifs sociaux n'est pas déprécié. En effet, les résultats de GAZ DE BORDEAUX dans le futur permettront d'apurer la créance.

XXV. Preuve d'impôt

	GDB	GNV BX	MIXENER	REGAZ	Total
Résultat consolidé	767 364,00	-35 823,00	-383 009,00	12 272 914,00	12 621 446,00
Taux d'impôt théorique	34,00	34,00	34,00	34,00	138,00
IMPOT THEORIQUE (A)	264 229,00	-12 335,00	-131 883,00	4 225 973,00	4 345 985,00

Frais de personnels non déductibles				7 373,00	7 373,00
Taxes et pénalités non déductibles	2 765,00			7 880,00	10 645,00
Total autres charges non déductibles	980 712,00			1 760 807,00	2 741 519,00
Total Réintégrations	983 476,00			1 776 060,00	2 759 536,00
Quote-part de frais sur dividendes de filiales				-6 470,00	-6 470,00
Total autres produits non taxables	365 388,00			273 867,00	639 255,00
Total Déductions	365 388,00			267 397,00	632 785,00
Autres différences permanentes					
EFFET DES DIFFERENCES PERMANENTES (B)	618 089,00			1 508 662,00	2 126 751,00

. impôt différé social à l'ouverture (effet du report variable)					
. impôt différé conso - différentiel de taux					
EFFET DU REPORT VARIABLE					
. éléments soumis à l'impôt sur les sociétés à un taux réduit					
. impôt différé social au taux réduit					
EFFET DES TAXATIONS A TAUX REDUITS					
. sur impôt théorique	0	1 588,00		-0	1 588,00
. sur différences permanentes	-0			-0	-0
. sur impôt différé social à taux normal					
. sur impôt différé social à taux réduit					
. sur impôt différé conso		-1 194,00			-1 194,00
EFFET DES DIFFERENTIELS DE TAUX COURANT D'IMPOSIT° MERE / FILLE	-0	394,00		-0	394,00
. pertes fiscales non utilisées ou non activées		48 119,00			48 119,00
. utilisation des déficits antérieurs					
EFFET DES DEFICITS REPORTABLES		48 119,00			48 119,00
EFFET DES IMPOTS SANS BASE ET DES CREDITS D'IMPOT	-348 143,00			-113 527,00	-461 670,00
EFFET DE L'INTEGRATION FISCALE					
TOTAL AUTRES ELEMENTS (C)	-348 143,00	48 513,00		-113 527,00	-413 157,00

CHARGE D'IMPOT EFFECTIVEMENT CONSTATEE (A+B+C) (D)	534 174,00	36 178,00	-131 883,00	5 621 109,00	6 059 579,00
Taux effectif d'impôt	70,00	-101,00	34,00	46,00	49,00

CONTROLE					
Impôt société constaté	352 028,00			5 569 126,00	5 921 154,00
Impôt différé constaté	182 146,00	36 178,00	-131 883,00	51 983,00	138 424,00
Total (E)	534 174,00	36 178,00	-131 883,00	5 621 109,00	6 059 578,00

**NOTES RELATIVES
AU BILAN ACTIF**

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	88 364 818	61 006 523	27 358 295	29 902 802
Droit au bail				
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	213 317		213 317	213 713
Autres immobilisations incorporelles Crédit-bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	88 578 135	61 006 523	27 571 612	30 116 515

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	87 038 535	56 922 020	30 116 515
Augmentations	1 668 561	4 213 068	-2 544 507
Diminutions	128 961	128 565	396
Variations de périmètre			
Ecart de change			
30 septembre N	88 578 135	61 006 523	27 571 612

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée informatique ne comprend que les phases d'analyse organique, de programmation et de documentation. Les coûts supportés au titre de l'an 2011 ont été immobilisés et amortis comptablement sur 3 ans et fiscalement sur 12 mois au prorata temporis.

Les immobilisations en cours comprennent les licences et DSD (Dossiers de Spécifications Détaillées) relatives au Progiciel de Gestion Intégrée. En effet, il a été décidé de poursuivre ce projet sur la base du même produit mais avec un autre intégrateur.

2) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains	224 022	42 672	181 350	190 088
Constructions	3 797 720	2 065 682	1 732 038	1 646 910
Installations tech, mat et outillages ind.	22 060 592	13 087 921	8 972 671	9 202 606
Autres immobilisations corporelles	161 212 654	57 197 592	104 015 062	98 325 407
Immobilisations corporelles en cours	7 223 777		7 223 777	7 915 822
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 518 765	72 393 867	122 124 898	117 280 833

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	184 120 207	66 839 374	117 280 833
Augmentations	12 680 574	7 381 577	5 298 997
Diminutions	2 282 016	1 827 084	454 932
Variations de périmètre			
Ecart de change			
30 septembre N	194 518 765	72 393 867	122 124 898

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition et la production immobilisée au coût de production déterminé par l'addition des éléments suivants :

- coût d'acquisition des matières consommées.
- charges directes de production (main d'œuvre et sous-traitance).
- charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production pour un montant de 380 131 € pour 2010-2011.

Immobilisations apportées par la Ville

La valeur brute des immobilisations apportées par la Ville de Bordeaux en capital a été évaluée par le commissaire aux apports par lots.

Pour passer au total d'un lot à la valeur brute immobilisation par immobilisation, la méthode suivante a été utilisée :

- actualisation au 30/06/91 (par coefficient d'érosion monétaire) des valeurs d'origine de chaque bien.
- coefficients d'abattements pour tenir compte de la vétusté, suivant règles ci-dessous.
- répartition au prorata de la valeur actualisée abattue par rapport au total apporté (par lot).

Règles d'abattement :

- Progiciels, matériels informatiques et aménagements installations :	20 % par an avec un maximum de 80 %
- Géothermie et compteurs :	5 % par an avec un maximum de 80 %
- Matériels et outillages : mobilier de bureau :	10 % par an avec un maximum de 90 %

Immobilisations mises en concession par le concédant

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan du Groupe.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2011 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	15 412 375
PA	25	Branchements sur domaine concédé	21 749 172
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	65 348
PA	30	Réseau transport HP	6 888 276
PA	32	Canalisations propriété RMGB	37 728 492
PA	33	Canalisations domaine concédé	55 579 659
PA	35	Canalisations géothermie	1 444 971
PA	42	Postes de détente RMGB	590 451
PA	43	Postes de détente concessions	570 675
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 735
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
TOTAL			140 086 824

Ce montant n'est pas à rapprocher des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 67 448 112€ de valeur brute correspondant à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

Immobilisations mises en concession par le concessionnaire

L'article 69 de la convention d'exploitation avec la Ville de Bordeaux traitant du sort des biens en fin de contrat, qu'elle qu'en soit la cause, prévoit que « les terrains acquis et les ouvrages y compris les biens de renouvellement réalisés par la société, nécessaires au service, sont remis à la Ville. La Ville doit à la société une indemnité égale à la part non amortie de ces immobilisations et réalisations y compris le renouvellement des installations existantes ».

A ce titre, l'engagement de la Ville de Bordeaux se monte à 48 226 168 € au 30 Septembre 2011 et l'engagement de la totalité des autres communes à 54 939 217 € à la même date.

3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations	715 653	82 222	633 431	633 431
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts	485 913		485 913	476 677
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	343 163		343 163	135 791
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 544 729	82 222	1 462 507	1 245 899

	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
30 septembre N-1	988 726	82 222	906 504
Augmentations	322 135		322 135
Diminutions	105 527		105 527
Variations de périmètre et écarts de change	339 395		339 395
30 septembre N	1 544 729	82 222	1 462 507

Le montant de 715 653 € représente des titres de participation :

- pour 399 960 €, il s'agit de titres de **Gascogne Energie Services** pour laquelle Régaz et Gaz de Bordeaux ont participé à l'augmentation de capital pour détenir chacune 2,04% des actions. L'exercice social a débuté le 1^{er} janvier 2010 pour se terminer le 30 septembre 2010. Il n'est donc pas comparable à l'exercice 2009 (année civile). Le report à nouveau au 30/09/2010 est négatif de 2 924 € pour moins 57 494 € au 31/12/2009. Le résultat de l'exercice est de moins 413 799 € pour plus 54 570 € l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de l'exercice de neuf mois se monte à 4 563 457 € pour 3 105 660 € l'exercice précédent de 12 mois. Au regard de la durée réduite de l'exercice, du développement du chiffre d'affaires et des perspectives de développement de l'entreprise, les titres n'ont pas été dépréciés. Le capital est de 10 108 590€, il n'y a pas de réserves. Il n'y a pas eu de dividendes distribués.
- pour 233 470 € il s'agit de titres de la société **ENE'O** (ex Régie de Carmaux) dont REGAZ détient 3,61% des actions. Le capital est de 6 475 000 €. Au 30 septembre 2010, les fonds propres se montent à 7 023 825 €. Le chiffre d'affaires de l'exercice du 01/10/2009 au 30/09/2010 se monte à 10 829 676 € (12 526 431 € l'exercice précédent). Le résultat net de l'exercice 2009/2010 est de 212 663 € pour 238 278 € l'exercice précédent. Les dividendes reçus au cours de l'exercice se montent à 6 537 €.
- pour 82 222 €, il s'agit de titres de la société **Nouvelles Energies** dans laquelle Gaz de Bordeaux détient une participation de 37% du capital. Les titres ont été dépréciés l'exercice précédent. Le tribunal de commerce de Bordeaux a prononcé la liquidation judiciaire de la société le 18 mai 2011.
- pour 1 €, il s'agit des titres de la société Portugaise **Dourogaz**.

Le montant de 485 913 € correspond à des prêts accordés aux agents pour l'accèsion à la propriété pour 426 913 € et à des prêts pour véhicules mis au parc de l'entreprise pour 59 001 €.

Leurs variations sont les suivantes :

ACCESSION A LA PROPRIETE	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2010	390 010	31 570	358 439
+ prêts accordés	79 622		
- remboursements	42 219		
= solde 30/09/2011	426 913	35 334	391 579

PRETS DE VEHICULES	TOTAL	PART < 1 an	PART > 1 an
Au 01/10/2009	86 667	24 000	59 001
+ prêts accordés			
- remboursements	27 666		
= solde 30/09/2010	59 001	28 000	31 001

Le montant de 343 163 € correspond à des dépôts de garantie versés pour les contrats de transports et stockage de gaz.

4) AMORTISSEMENTS

Les éléments d'actif immobilisés font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Ceux-ci correspondent aux taux habituels. La valeur nette comptable ainsi obtenue peut être considérée comme économiquement justifiée.

Les amortissements fiscaux correspondent aux amortissements comptables.

Nous n'avons constaté aucun amoindrissement de la valeur de nos éléments d'actif qui résulterait de causes dont les effets n'ont pas été jugés irréversibles.

Les biens apportés en capital ou vendus par la Ville de Bordeaux suivent le régime des biens d'occasion.

Les taux et durées d'amortissement suivants ont été pratiqués :

	<u>OCCASION</u>	<u>NEUF</u>
- Logiciels :	Linéaire 3 ans	Linéaire 3 ans
- Installations	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Recherches essais :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Matériels outillages :	Linéaire 3 ans	Dégressif 5 ans
- Géothermie, forages :	Linéaire 10 ans	Linéaire 30 ans
- Géothermie s/stations :	Linéaire 10 ans	Linéaire 10 ans
- Compteurs, détendeurs :	Linéaire 10 ans	Durée d'utilisation
- Véhicules et aménage :	Linéaire 3 ans	Linéaire 5 ans
- Mob., matériel de bureau :	Linéaire 5 ans	Linéaire 10 ans
- Matériel informatique :	Linéaire 5 ans	Dégressif 5 ans
- Branchements :		Durée d'utilisation
- Postes et protection cathodique :		Durée d'utilisation
- Canalisations :		Durée d'utilisation

Amortissement des immobilisations mises en concession par le concédant

Ces immobilisations restent la propriété de la Ville de BORDEAUX. Elles ne figurent donc pas à l'actif du bilan de REGAZ.

Toutefois, à titre d'information, les valeurs brutes au 30 septembre 2011 sont les suivantes:

PA	24	Branchements propriété RMGB	11 736 838
PA	25	Branchements sur domaine concédé	19 672 236
PA	27	Canalisations sur sol d'autrui	48 732
PA	30	Réseau transport HP	6 167 019
PA	32	Canalisations propriété RMGB	31 316 792
PA	33	Canalisations domaine concédé	50 959 406
PA	35	Canalisations géothermie	1 298 259
PA	42	Postes de détente RMGB	436 109
PA	43	Postes de détente concessions	506 573
PA	44	Protection cathodique RMGB	10 093
PA	45	Protection cathodique concessions	46 670
TOTAL			122 198 725

Ce montant n'est pas à rapprocher des amortissements des immobilisations incorporelles dont le montant comprend pour 44 786 435€ d'amortissements correspondants à la redevance de concession passée en charges sur la durée du contrat de concession de 30 ans.

5) STOCKS

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Matières premières				
En cours biens				436 243
Produits finis				
Marchandises	5 666 360	153 450	5 512 910	1 348 935
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	5 666 360	153 450	5 512 910	1 785 178

La valorisation des stocks est effectuée au coût moyen pondéré pour les produits achetés (calculé mensuellement) en tenant compte du stock initial.

Le stock de matières premières (gaz) n'est pas déprécié car renouvelé continuellement. Cette nouvelle activité de gestion de gaz stocké a débuté le 01/10/2010. Le niveau du stock au 30/09/2011 est de 132 439 MWh.

Pour tenir compte de la vétusté de certaines pièces, le stock a été déprécié de 153 450 €.

La méthode retenue est la suivante : classement du stock de marchandises en fonction de la date de la dernière commande pour chaque article référencé. Les dépréciations suivantes ont ensuite été pratiquées :

<u>Exercices</u>	<u>Magasin Général</u>
<30/09/2001	100%
2001-2002	90%
2002-2003	90%
2003-2004	80%
2004-2005	70%
2005-2006	60%
2006-2007	50%
2007-2008	30%
2008-2009	20%
2009-2010	10%
2010-2011	0%

6) CREANCES

	Valeurs Brutes	Dépréciation	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Avances et acomptes versés	43 340		43 340	228 134
Clients	66 989 254	4 348 546	62 640 708	64 376 292
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	67 032 594	4 348 546	62 684 048	64 604 426
Créances sociales	25 436		25 436	20 433
Créances fiscales	9 940 345		9 940 345	9 126 704
Comptes courants débiteurs	27 524	27 524		
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	334 855		334 855	173 111
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	10 328 160	27 524	10 300 636	9 320 248

	Moins de 1 an	Plus de 1 an
Avances et acomptes versés	43 340	
Clients	66 989 254	
Créances sociales	25 436	
Créances fiscales	9 940 345	
Comptes courants débiteurs	27 524	
Créances sur cession d'immos		
Débiteurs divers	334 855	
Instruments financiers dérivés		
Capital souscrit appelé non versé		
TOTAL CREANCES	77 360 754	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Le solde du compte de provision pour dépréciation se monte à 4 348 545 €. La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des créances clients.

TABLEAU DE DEPRECIATION

	Clients actifs	Clients résiliés
- soldes clients antérieurs à décembre 2010	100%	100%
- soldes clients de janvier 2011	80%	100%
- soldes clients de février 2011	60%	100%
- soldes clients de mars 2011	40%	100%
- soldes clients d'avril 2011	20%	80%
- soldes clients de mai 2011	0%	60%
- soldes clients de juin 2011	0%	40%
- soldes clients de juillet 2011	0%	20%
- soldes clients d'août 2011	0%	0%
- soldes clients de septembre 2011	0%	0%

Le gaz relevé et non facturé est comptabilisé en factures à établir. Il est enregistré au prix de vente effectivement pratiqué à la date de la clôture.

Le gaz non relevé et non facturé est porté en factures à établir. Une estimation des consommations prévisionnelles est calculée en fonction des derniers index connus et des consommations, puis écartée sur des valeurs moyennes. Le prix appliqué est issu des tarifs pratiqués pendant la période au prorata temporis.

Les interventions d'entretien réalisées avant le 30 septembre et facturées postérieurement au 1^{er} octobre sont portées en production de services en-cours.

7) PRODUITS A RECEVOIR

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Fournisseurs avoirs non parvenus	6 604	5 681
Créances clients et comptes rattachés	54 270 234	53 412 296
Organismes sociaux		0
Autres créances	1 628 934	346 698
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	55 905 771	53 764 675

8) TRESORERIE NETTE

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Valeurs mobilières de placement	50 803 715	47 750 499
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement		
VMP / Actions propres		
Total valeurs mobilières de placement	50 803 715	47 750 499
Disponibilités	1 919 788	1 518 027
Instruments financiers Actif		
Total dispo. et instru. de trésorerie	1 919 788	1 518 027
Concours bancaires courants	563 948	911 338
Instruments financiers Passif		
Sous-total passif	563 948	911 338
TOTAL TRESORERIE NETTE	52 159 555	48 357 188

9) COMPTES DE REGULARISATION

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
ACTIF		
Charges constatées d'avance	1 456 487	173 984
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Compte de liaison actif		
Ecart de conversion actif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	1 456 487	173 984
PASSIF		
Produits constatés d'avance	264 408	242 491
Compte de liaison passif		
Ecart de conversion passif		
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	264 408	242 491

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées par les certificats d'énergie achetés à l'avance.

Afin de respecter les engagements de la France sur le protocole de Kyoto – division par quatre des rejets de CO2 à l’horizon 2050 -, l’Etat a mis en place par décret en avril 2006 les certificats d’économie d’énergie. Le principe de ce dispositif consiste à obliger tous les fournisseurs d’énergie à faire baisser les consommations d’énergie chez leurs clients, sous peine de pénalité. Sur présentation de travaux effectivement réalisés chez son client, le fournisseur reçoit, en échange, un certificat d’économie d’énergie délivré par la DREAL Aquitaine. En fin de période, un bilan est dressé par celle-ci pour déterminer si le fournisseur a atteint ou non les objectifs qui lui sont assignés.

FIN DE LA 1^{ERE} PERIODE D’APPLICATION ET DE LA PERIODE TRANSITOIRE 2009-2010

Pour la première période du dispositif, du 1^{er} Juillet 2006 au 30 Juin 2009, nous nous sommes acquittés de notre obligation. Nous avons utilisé la « période transitoire » de juillet 2009 à décembre 2010 (au cours de laquelle nous attendions nos objectifs pour la deuxième période) pour enregistrer des certificats supplémentaires.

PERIODE DU 1/1/2011 AU 31/12/2013

Le décret numéro 2010-1663 du 29 décembre 2010 fixe les obligations de réalisation d’économies d’énergie pour la nouvelle période triennale courant du premier janvier 2011 au 31 décembre 2013. Un coefficient de proportionnalité est fixé pour chaque type d’énergie, permettant à chaque fournisseur de déterminer son obligation annuelle à partir de ses ventes. Il s’établit à 0,095 pour les entreprises qui vendent du gaz naturel. Notre obligation sera de l’ordre de 1 200 GWh cumac sur la période. Le calcul précis sera réalisé en fin de période sur la base des ventes réelles de gaz enregistrées sur la période. Le bilan à fin septembre 2011 est le suivant :

	GWh cumac
CEE en compte sur le registre national (www.emmy.fr) au 30/9/2011	560,6
CEE en cours de déclaration auprès de la DREAL (Déclaration de juillet 2011)	116,9

TOTAL CEE	677,5

Les dépenses engagées sur l’exercice se sont montées à 975 068 € comptabilisés en charges d’exploitation (autres charges de gestion courante) pour un budget prévisionnel d’immobilisations de 900 000 €.

Les certificats acquis excédant l’engagement de l’entreprise pour l’exercice sont enregistrés en charges constatés d’avance pour un montant de 944 509€.

PREVISIONS 2011 / 2012

Poursuite des actions engagées, à savoir :

- Valorisation des actions internes (chantiers de remplacements d’appareils réalisés par Gaz de Bordeaux)
- Négociation de conventions avec les clients éligibles (collectivités, industriels...)
- Achat de CEE auprès des bailleurs sociaux (Domofrance, Clairsienne, Gironde Habitat...)

Nous partons sur un objectif de 400 GWh cumac sur 2011-2012, avec un budget de 1 400 k€ prévu pour l’acquisition de ces certificats en tenant compte d’une probable augmentation du prix unitaire d’acquisition d’un certificat.

10) Impôts différés

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Impôts différés actifs		
A Nouveau		
Variation	5 084 930	3 941 112
Ecart de conversion		
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIF	5 084 930	3 941 112
Impôts différés passifs		
A Nouveau		
Variation		
Ecart de conversion		
TOTAL IMPOTS DIFFERES PASSIF		

La variation des impôts différés actifs est la conséquence du réajustement entre la provision constituée et l'impôt différé figurant à l'actif.

**NOTES RELATIVES
AU BILAN PASSIF**

11) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	A Nouveau	Mouv. de Périmètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecarts de Conver- sion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	1 700 190		281 161		392 000	3 540		1 592 891
Total Prov. pour risques	1 700 190		281 161		392 000	3 540		1 592 891
Prov. pour pensions								
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges								
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 700 190		281 161		392 000	3 540		1 592 891

- Une provision pour risque Urssaf de 1 339 087 € portant sur les distributions opérées au titre de la participation légale l'accord signé en 1992 n'ayant pas été renouvelé en 1997 date de sa fin d'application : ce point est contesté. Le contrôle de l'Urssaf a été réalisé en deux fois et porte sur les années 2006 à 2010.
- Risques divers : 253 803 €

	A Nouveau	Mouv. de Péri-mètre	Augmen-tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Varia-tions	Ecarts de Conver-sion	Solde
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques								
Total Prov. pour risques								
Prov. pour pensions	24 641 798		6 905 763	1 900 155				29 647 406
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges	1 519 211		433 557	450 708				1 502 060
Total Prov. pour charges	26 161 009		7 339 320	2 350 863				31 149 466
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	26 161 009		7 339 320	2 350 863				31 149 466

Provisions pensions et autres avantages au personnel

Les engagements totaux au titre des engagements calculés par la CNIEG se montent à 27 796 002 €. Pour mémoire ces engagements financiers mutualisés sont fournis par la CNIEG à la date du 31/12/2009 en application de l'article 1-I-7 du décret n° 2004-1354 du 10 décembre 2004. L'écart actuariel se monte à 272 278€. L'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires est de 2% ; l'hypothèse de turn-over se situe entre 0% et 0.4% suivant l'âge.

La CNIEG fournit ses estimations au 31 décembre de chaque année. Cette année, une provision a été constituée pour la période du 01/01/2011 au 30/09/2011.

Les engagements au titre des départs dérogatoires se sont éteints.

Les engagements au titre des indemnités de départ en retraite se montent à 1 851 403 €.

L'hypothèse de turn-over est de 0% ; l'hypothèse d'augmentation moyenne des salaires de 2%.

L'ensemble de ces provisions est actualisé à 4,50%.

Les autres provisions pour charges concernent :

- Les médailles de travail du régime général comme celles spécifiques aux industries électriques et gazières. Dans un premier temps, il a été calculé le montant total à verser à chaque salarié (au moment de son départ en retraite) année par année (sans hypothèse de turn-over et de mortalité). Puis, une actualisation a été opérée, également année par année, sur la base du taux de rendement de l'OAT 15 ans telle que publiée au 30/09/2009 soit 4,50%. Le montant ainsi provisionné est de 1 115 949 €.
- Une provision pour dépannages (service après- vente) de 386 111 €.

Les augmentations de provision sont :

- D'exploitation pour 7 339 320€
- Exceptionnelles pour 284 701€.

Les diminutions de provision sont :

- D'exploitation pour 2 350 863€
- Exceptionnelles pour 392 000€

12) EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	52 089 078	48 609 245
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	6 065 770	6 369 100
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants	563 948	911 338
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	58 718 796	55 889 683

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	8 992 287	28 862 690	14 234 101
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Dettes participations des salariés			
Dettes financières diverses	33 726		5 772 801
Dettes financières Crédit-bail			
Total ICNE	259 243		
Concours bancaires courants	563 948		
Instruments financiers Passif			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	9 849 204	28 862 690	20 006 902

13) AUTRES DETTES

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	18 478 406	17 856 152
Avances et acomptes reçus	45 009 384	40 965 730
Dettes sociales	8 688 913	8 750 674
Dettes fiscales	9 103 707	12 312 943
Fournisseurs d'immobilisations	914 711	11 698
Comptes courants créditeurs		
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	1 320 686	1 149 341
TOTAL AUTRES DETTES	83 515 807	81 046 538

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	18 478 406		
Avances et acomptes reçus	45 009 384		
Dettes sociales	8 688 913		
Dettes fiscales	9 103 707		
Fournisseurs d'immobilisations	914 711		
Comptes courants créditeurs			
Instruments dérivés passifs			
Dettes diverses	1 320 686		
TOTAL AUTRES DETTES	83 515 807		

14) CHARGES A PAYER

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Clients avoirs à établir	37 612	54 637
Emprunts et dettes financières diverses		274 036
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 876 268	11 212 266
Dettes fiscales et sociales	7 390 745	7 520 156
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0
Autres dettes	72 548	179 089
TOTAL DES CHARGES A PAYER	20 377 173	19 240 184

Commentaires :

Les charges à payer classées en "autres dettes" comprennent : 72 084

* Intérêts bancaires:	4 177	40 146
* Agefiph:	36 105	128 823
* CUB :		0
* Autres:	31 802	556

**NOTES RELATIVES
AU COMPTE DE RESULTAT**

15) ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
Ventes de gaz	220 506 437	225 516 490
Prestations et travaux	10 666 208	11 068 266
Contribution Tarifaire d'Acheminement	-5 855 861	-6 049 193
Acheminement du gaz hors groupe	1 522 838	1 217 996
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	226 839 623	231 753 559

16) AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Valeur Année N	Valeur Année N-1
En-cours de production de biens et services	-436 243	436 243
Production immobilisée	12 849 779	11 745 899
Reprises de provisions	3 473 656	5 237 725
Transferts de charges	700 184	483 221
Divers	13 437	36 992
TOTAL AUTRES PRODUITS EXPLOITATION	16 600 814	17 940 080

17) EFFECTIFS PAR METHODES

	GDB	REGAZ	Total
Effectif moyen employé - Intégration Globale	168	341	509
Effectif moyen employé - Intégration Proportionnelle			
Total	168	341	509
<u>Effectif employé</u>			
Salarié - Intégration Globale			
Salarié - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>			
Mise à disposition - Intégration Globale			
Mise à disposition - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>			
<u>Effectif employé</u>			
Cadres et professions supérieures - Intégration Globale	29	54	83
Cadres et professions supérieures - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>	29	54	83
Techniciens et agents de maîtrise - Intégration Globale	131	196	327
Techniciens et agents de maîtrise - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>	131	196	327
Employés - Intégration Globale	9	93	102
Employés - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>	9	93	102
Ouvriers - Intégration Globale			
Ouvriers - Intégration Proportionnelle			
<i>Sous Total</i>			
Total	169	343	512

Les droits individuels à la formation non éteints se montent à 53 523 heures.

18) CHARGES D'EXPLOITATION

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Achats matières 1ères & autres appro.	9 441 276	3 052 256
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.	-4 251 143	
Achats de sous-traitance	7 500	
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	1 948 220	1 598 781
Autres services extérieurs	19 826 677	20 539 946
Achats de marchandises	138 103 004	140 654 252
Variation stocks de marchandises	83 230	111 502
Autres charges externes	6 085 178	6 127 349
Impôts, taxes et versements assimilés	2 619 907	2 375 160
Rémunération du personnel	18 782 507	18 126 682
Charges sociales	12 212 046	11 749 847
Participation des salariés	846 416	1 304 014
Dotations amort. et prov. d'exploit.	20 373 515	17 636 564
Total dot. prov. dep. exp.		
Autres charges d'exploitation	4 647 904	3 146 855
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	230 726 237	226 423 208

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2010-2011 s'élève à 157 k€.

19) Résultat financier

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Total des dividendes		
Autres produits de participation		6 537
Produits des autres immobilisations financières	1 067	
Revenus des autres créances et VMP		
Gains de change		
Aj. JV actifs de transaction		405 463
Aj. JV VMP trésorerie		
Aj. JV immos placement		
Produits nets sur cession de VMP	932 748	373 494
Autres produits financiers	17 075	-396 960
Reprises sur prov. et amort. financiers		1 093 755
Escomptes obtenus		
Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	950 890	1 482 289
Dotation aux prov. & amort. financiers		108 715
Intérêts et charges financiers	1 364 803	1 384 182
Pertes de change		
Charges nettes sur cession de VMP		
Coût du passage à l'EURO		
Escomptes accordés		871
Autres charges financières	497 152	682 325
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1 861 955	2 176 093
RESULTAT FINANCIER	-911 065	-693 804

20) RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Produits exceptionnels sur op. de gestion	201 267	220 268
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs		
Produits de cession d'éléments d'actifs	26 680	265 552
Subventions virées au résultat	35 014	
Autres produits exceptionnels	3 306 229	5 154 607
Reprises de provisions exceptionnelles	468 962	-175 174
Transferts de charges exceptionnelles		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 038 152	5 465 253
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	20 344	379 195
Charges sur exercices antérieurs		
VNC des éléments d'actifs cédés	444 852	557 002
Autres charges exceptionnelles	2 492 684	1 539 378
Dotations de provisions exceptionnelles	261 961	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 219 841	2 475 575
RESULTAT EXCEPTIONNEL	818 311	2 989 678

Compte tenu de ce résultat exceptionnel, on peut estimer l'impôt à recevoir à ce titre à 281 771 € y compris la contribution sociale. Le nouveau total de l'impôt dû étant de 5 921 154 €, l'impôt dû au titre des autres éléments s'élève donc à 6 202 925 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

21) PRIMES COMMERCIALES

La valeur des engagements pris en matière de primes commerciales et de bonification de prêts au cours de l'exercice 2010/2011 et non encore décaissées se monte à : 893 274.49 €.

La comptabilisation de la charge devrait intervenir pour 726 034 € en 2011/2012 et 167 240 € en 2012/2013.

22) ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les emprunts qui comportent des possibilités de tirage en fonction de la situation de trésorerie de l'entreprise sont classés en long terme compte tenu de l'engagement ferme et durable et du plan de diminution des plafonds de tirage.

L'entreprise a signé des engagements de swap permettant d'échanger des financements à taux variable contre des financements à taux fixe. Compte tenu des taux à la clôture de l'exercice (en général euribor 3 mois), ceci se traduit par les engagements financiers suivants :

2011/2012 :	326 063,14 €
2012/2013 :	304 353,84 €
2013/2014 :	183 872,63 €
2014/2015 :	84 224,12 €
2015/2016 :	19 173,56 €
2016/2017 :	- 4 243,95 €
2017/2018 :	-10 059,88 €
2018/2019 :	- 8 339,66 €
2019/2020 :	- 5 135,01 €
2020/2021 :	- 1 491,10 €

Le notionnel correspondant s'élève à la date de la clôture à 21 222 331€.

23) FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

Les engagements reçus par REGAZ s'élèvent à : cf note 2

24) PARTICIPATION

FORMULE DE CALCUL : $P = 1/2 (B - C \times 5\%) \times (S / VA)$

P = Provision pour participation
B = Bénéfice net
C = Capitaux propres
S = Salaires bruts
VA = Valeur ajoutée

DETERMINATION DES DIVERS ELEMENTS

B	Résultat fiscal	11 737 170
C	Capitaux propres	102 211 450
S	Salaires bruts (dont avantages en nature)	18 384 538
VA	Charges de personnel	32 908 177
	+ Impôts et taxes et versements assimilés (hors T.V.A.)	2 619 882
	+ Charges financières	2 505 667
	+ Dotation de l'exercice aux amortissements	11 581 364
	+ Dotation de l'exercice aux provisions (hors dotations exceptionnelles)	8 781 378
	+ Résultat courant	13 569 859
	TOTAL VALEUR AJOUTEE	71 966 326

MONTANT DE LA PROVISION
846 416

La participation est calculée sur la base des comptes additionnés Gaz de Bordeaux plus Régaz, seuls les comptes réciproques de charges et de produits étant éliminés.